

Banque HSBC Canada

Rapport intermédiaire du troisième trimestre de 2020

Performance de la Banque HSBC pour le troisième trimestre de 2020

Trimestre clos le 30 septembre 2020

Total du résultat d'exploitation		Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		Bénéfice (perte) attribuable à l'actionnaire ordinaire	
472 M\$	↓ 12 %	157 M\$	↓ 24 %	101 M\$	↓ 28 %
(534 M\$ en 2019)		(206 M\$ en 2019)		(141 M\$ en 2019)	

Période de neuf mois close le 30 septembre 2020

Total du résultat d'exploitation		Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire	
1 520 M\$	↓ 6,4 %	244 M\$	↓ 60 %	147 M\$	↓ 64 %
(1 624 M\$ en 2019)		(603 M\$ en 2019)		(411 M\$ en 2019)	

Au 30 septembre 2020

Total de l'actif		Ratio des capitaux propres de catégorie 1 ¹	
124,2 G\$	↑ 17 %	13,1 %	↑ 180 pb
(106,6 G\$ au 31 déc. 2019)		(11,3 % au 31 déc. 2019)	

En guise de commentaire sur les résultats, Linda Seymour, présidente et chef de la direction de la Banque HSBC Canada, a fait la déclaration suivante :

« Nos résultats du trimestre écoulé sont nettement supérieurs à ceux des deux premiers trimestres du présent exercice, ce qui est en grande partie imputable à la diminution des pertes de crédit attendues. Cette diminution reflète l'amélioration des données économiques prospectives, et ce, malgré la résurgence de la pandémie qui se produit actuellement. Qui plus est, le bénéfice de deux de nos trois secteurs d'activité s'est renforcé en regard de celui dégagé au deuxième trimestre. Au trimestre à l'étude, les dépôts du secteur des Services aux entreprises et les revenus générés par tous les produits du secteur des Services bancaires internationaux et marchés ont augmenté, et le solde de la relation globale des clients² du secteur de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers a enregistré une nouvelle hausse record. Cependant, vu la conjoncture économique actuelle, la compression des marges sur les dépôts continue de peser sur le résultat net de l'ensemble de nos secteurs.

Tout au long de ma carrière, j'ai été témoin de remarquables histoires de résilience, et la COVID-19 n'a fait qu'accroître l'admiration que j'ai pour notre personnel et pour notre clientèle. Tout en étant guidés par la prudence, nombre de nos clients ont démontré une capacité impressionnante à s'adapter et travaillent à bâtir un avenir plus durable. Au fil de la reprise au Canada, nos employés et notre réseau international, lequel n'est pareil à nul autre, continueront de soutenir nos clients, que ce soit en leur offrant d'excellents taux sur leurs prêts hypothécaires ou leur compte d'épargne, en leur procurant un accès numérique de pointe à leurs comptes partout dans le monde, en les aidant à diversifier leurs chaînes d'approvisionnement ou en leur proposant des solutions novatrices pouvant rendre leur entreprise plus écologique. »

¹ Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS » figurant dans le rapport de gestion pour une description des mesures financières non conformes aux IFRS.

² Le solde de la relation globale des clients se compose des soldes des prêts, des dépôts et des comptes de gestion de patrimoine.

Principaux prix et distinctions

Meilleure carte de crédit pour réduire le solde à payer

Rates.ca (2020)

Meilleure banque au monde au chapitre du financement durable; Excellence à l'échelle mondiale sur le plan du leadership; Meilleure banque au monde pour les services de transaction

Prix d'excellence du Magazine Euromoney (2020)

Table des matières du rapport intermédiaire

En bref	1
Rapport de gestion	3
États financiers consolidés	43
Notes annexes	48
Renseignements à l'intention des actionnaires	57

Nos secteurs d'activité mondiaux^{1, 2}

Notre modèle d'exploitation s'articule autour de trois secteurs d'activité mondiaux et d'un centre général qui bénéficient du soutien de la division Opérations, services et technologie de la HSBC et de 11 fonctions mondiales.

Services aux entreprises (« SE »)

Nous offrons aux entreprises clientes des produits et services bancaires afin de les aider à mener leurs activités et à croître. Notre clientèle hautement diversifiée va des petites entreprises aux grandes sociétés internationales.

Services bancaires internationaux et marchés (« SBIM »)

Nous fournissons des produits et services financiers aux grandes sociétés, aux administrations publiques et aux institutions. Nos nombreux produits et solutions peuvent être regroupés et personnalisés afin de répondre aux objectifs spécifiques des clients, et ce, qu'il s'agisse de la mobilisation de capitaux sur les marchés primaires des titres de créance et des actions, du commerce international ou du financement des comptes clients.

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP »)²

Nous offrons à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur offre aussi un volet international avec une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés.

Trimestre clos le 30 septembre 2020

Total du résultat d'exploitation

223 M\$	↓ 13 %	72 M\$	↓ 12 %	188 M\$	↓ 5,1 %
(256 M\$ en 2019)		(82 M\$ en 2019)		(198 M\$ en 2019)	

Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat

128 M\$	↓ 12 %	47 M\$	↑ 24 %	12 M\$	↓ 45 %
(146 M\$ en 2019)		(38 M\$ en 2019)		(22 M\$ en 2019)	

Période de neuf mois close le 30 septembre 2020

Total du résultat d'exploitation

718 M\$	↓ 6,1 %	249 M\$	↓ 4,6 %	575 M\$	↓ 4,0 %
(765 M\$ en 2019)		(261 M\$ en 2019)		(599 M\$ en 2019)	

Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

161 M\$	↓ 63 %	93 M\$	↓ 26 %	55 M\$	↓ 9,8 %
(437 M\$ en 2019)		(126 M\$ en 2019)		(61 M\$ en 2019)	

Au 30 septembre 2020

Actifs des clients³

28,7 G\$	↓ 4,9 %	5,5 G\$	↓ 4,1 %	31,3 G\$	↑ 5,9 %
(30,2 G\$ au 31 déc. 2019)		(5,7 G\$ au 31 déc. 2019)		(29,5 G\$ au 31 déc. 2019)	

¹ Nous gérons nos activités et en déclarons les résultats en fonction de trois secteurs d'activité mondiaux. Les résultats consolidés de la Banque HSBC Canada présentés à la page précédente englobent également ceux du centre général (voir la page 16 du rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet). Les résultats correspondants du centre général sont les suivants : total de la perte d'exploitation - 11 M\$ pour le trimestre et 22 M\$ pour la période de neuf mois (total de la perte d'exploitation - 2 M\$ pour le trimestre et 1 M\$ pour la période de neuf mois en 2019), bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat - perte de 30 M\$ pour le trimestre et de 65 M\$ pour la période de neuf mois (perte de néant pour le trimestre et de 21 M\$ pour la période de neuf mois en 2019) et actifs des clients - néant (néant en 2019).

² Au deuxième trimestre de 2020, nous avons apporté deux changements à nos secteurs isolables. Premièrement, nous avons réaffecté les activités de gestion du bilan du secteur « centre général » aux secteurs d'activité mondiaux de sorte à assurer une corrélation plus étroite entre les produits et charges et les secteurs qui génèrent de telles activités ou qui y ont recours; par conséquent le « centre général » n'est plus considéré comme un secteur d'activité. Tous les chiffres correspondants ont été retraités. Deuxièmement, afin de simplifier notre structure organisationnelle matricielle, le Groupe HSBC Holdings (le « Groupe HSBC ») a regroupé les Services bancaires de détail et gestion de patrimoine et les Services de banque privée de sorte à former l'une des plus grandes entreprises de gestion de patrimoine au monde, soit Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. En conséquence, le nom de notre secteur d'activité mondial des services bancaires de détail et gestion de patrimoine (« SBDGP ») a été changé pour celui de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP »). La Banque HSBC Canada n'avait pas de secteur d'activité distinct offrant des services de banque privée et c'est pourquoi le changement de structure n'a donné lieu à aucune modification de l'actif, du passif, des produits ou des charges qui, auparavant, étaient attribuables au secteur des SBDGP. Pour plus de détails, il y a lieu de se reporter à la note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020.

³ Les actifs des clients comprennent les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Table des matières du rapport de gestion

	Page
Base d'établissement	3
Mise en garde concernant les énoncés prospectifs	3
À propos de la HSBC	4
Répercussions de la COVID-19 et notre réaction	4
Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS	6
Faits saillants financiers	7
Performance financière	8
Évolution de la situation financière	12
Secteurs d'activité mondiaux	13
Sommaire de la performance trimestrielle	17
Survol et perspectives économiques	18
Faits nouveaux en matière de réglementation	20
Questions comptables	21
Arrangements hors bilan	21
Instruments financiers	21
Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière	22
Transactions avec des parties liées	22
Risques	22
Capital	41
Actions en circulation et dividendes	42

Base d'établissement

La Banque HSBC Canada, ainsi que ses filiales (collectivement, la « banque », « nous », « notre »), est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (« HSBC Holdings »). Dans le présent rapport de gestion, le Groupe HSBC Holdings est désigné comme le « Groupe HSBC » ou le « Groupe ».

Le présent rapport de gestion a pour but de permettre aux lecteurs d'évaluer notre situation financière et nos résultats d'exploitation du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, en comparaison avec ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ce rapport de gestion devrait être lu à la lumière de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et des notes annexes du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 (les « états financiers consolidés ») ainsi que du *Rapport et états financiers annuels 2019*. Ce rapport de gestion est daté du 23 octobre 2020, date à laquelle notre conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés et le rapport de gestion. Les « notes » dont il est question tout au long de ce rapport de gestion renvoient aux notes annexes des états financiers consolidés du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020.

La banque a établi ses états financiers consolidés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« l'IASB »), et ces états devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2019 de la banque. Ces derniers ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), comme l'exige le paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*. Certaines sections du présent rapport de gestion, soit celles marquées d'un astérisque (*), font partie intégrante des états financiers consolidés ci-joints. Les abréviations « M\$ » et « G\$ » signifient millions et milliards de dollars canadiens, respectivement. À

moins d'indication contraire, tous les montants des tableaux sont exprimés en millions de dollars.

Nos documents d'information continue, dont les documents intermédiaires et annuels que nous déposons, sont disponibles par voie d'un lien sur le site de la banque, au www.hsbc.ca. Ces documents ainsi que la notice annuelle de la banque peuvent également être consultés sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com. Il est possible d'obtenir tous les renseignements sur les activités et les résultats financiers de HSBC Holdings et du Groupe HSBC, ce qui englobe la Banque HSBC Canada, de même que toutes les informations destinées aux investisseurs, dont des exemplaires du *Rapport et états financiers annuels 2019* de HSBC Holdings, sur le site www.hsbc.com. Les informations figurant sur ces sites ou qui sont accessibles par leur intermédiaire ne font pas partie intégrante du présent rapport.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document renferme des informations prospectives, dont des énoncés concernant les activités et projets futurs de la banque. Ces énoncés se caractérisent par le fait qu'ils ne reposent pas strictement sur des données ou événements passés ou en cours. Des énoncés prospectifs renferment souvent des termes ou expressions comme « prévoir », « estimer », « s'attendre à », « projeter », « avoir l'intention de », « planifier » et « croire », ainsi que des mots ou expressions similaires qui sont employés pour décrire le rendement financier ou opérationnel à venir. De par leur nature même, ces énoncés nous obligent à poser plusieurs hypothèses et sont assujettis à divers risques et incertitudes qui leur sont inhérents et qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux envisagés dans les énoncés prospectifs. Nous prions le lecteur de ne pas se fier indûment à ces énoncés puisque de nombreux facteurs de risque pourraient donner lieu à des résultats réels nettement différents des attentes exprimées par les énoncés. Dans le rapport de gestion figurant dans le *Rapport et états financiers annuels 2019*, la rubrique « Gestion des risques » décrit les principaux risques auxquels la banque est exposée, risques qui, s'ils ne sont pas gérés comme il se doit, pourraient influencer grandement sur ses résultats financiers à venir. Ces risques comprennent les risques de crédit, de liquidité et de financement ainsi que de marché, le risque lié à la résilience, le risque de non-conformité à la réglementation, le risque lié aux crimes financiers, le risque lié aux modèles et le risque lié à la caisse de retraite. Les autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent nettement des attentes exprimées par les énoncés prospectifs comprennent la conjoncture économique dans son ensemble et les conditions de marché, les politiques budgétaires et monétaires, les modifications des lois, de la réglementation et de l'approche de supervision, le degré de concurrence et les technologies de rupture, les modifications de nos notations de crédit, le risque lié aux changements climatiques, la transition visant les taux interbancaires offerts (« TIO »), les changements touchant les normes comptables, les changements de taux d'imposition, de lois et règlements fiscaux et leur interprétation par les autorités fiscales, notre capacité de recruter, de perfectionner et de retenir du personnel clé, le risque de fraude de la part d'employés ou d'autres parties, les transactions non autorisées et réalisées par le personnel et l'erreur humaine. Malgré les plans d'urgence que nous avons instaurés afin d'assurer notre résilience advenant des perturbations opérationnelles à la fois prolongées et majeures, notre capacité d'exercer nos activités pourrait souffrir d'une

défaillance dans les infrastructures qui soutiennent nos activités et les collectivités avec lesquelles nous faisons des affaires, incluant, sans toutefois s'y limiter, une défaillance provoquée par une urgence de santé publique, une catastrophe écologique ou un acte terroriste. La rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du *Rapport et états financiers annuels 2019* renferme une description de ces facteurs de risque. Nous tenons à aviser le lecteur que la liste des facteurs de risque présentée ci-dessus n'est pas exhaustive et qu'il se peut que d'autres incertitudes et facteurs éventuels non mentionnés aux présentes nuisent à nos résultats et à notre situation financière. Tout énoncé prospectif paraissant dans ce document est en date de celui-ci. Nous ne nous engageons nullement à réviser, à mettre à jour ou à modifier les énoncés prospectifs en raison de nouvelles informations, d'événements ultérieurs ou d'autres circonstances, et nous déclinons expressément toute obligation de le faire, sauf dans la mesure où les lois pertinentes sur les valeurs mobilières nous y contraignent.

À propos de la HSBC

La Banque HSBC Canada est le chef de file des banques internationales au pays. Nous aidons des entreprises et des particuliers partout au Canada à faire des affaires et à gérer leurs finances au pays et à l'échelle mondiale par l'entremise de trois secteurs d'activité mondiaux, soit les Services aux entreprises, les Services bancaires internationaux et marchés et Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers¹. Aucune autre banque internationale n'est aussi présente que nous sur le marché canadien, et aucune autre banque canadienne ne possède notre présence internationale.

Le Canada contribue grandement à la stratégie de croissance du Groupe HSBC et joue un rôle clé dans les efforts que celui-ci déploie pour seconder ses clients et favoriser leur croissance, tirant ainsi parti de sa présence dans tous les grands corridors commerciaux, dont ceux en Amérique du Nord, ce qui englobe les États-Unis et le Mexique, ainsi que ceux en Europe et en Chine.

Le siège social de HSBC Holdings plc, société mère du Groupe HSBC, est situé à Londres. Le Groupe HSBC-ci sert des clients du monde entier à partir de ses bureaux répartis dans 64 pays et territoires en Europe, en Asie, dans les Amériques, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Avec des actifs totalisant 2 956 G\$ US au 30 septembre 2020, il est l'un des plus importants groupes de services bancaires et financiers au monde.

Tout au long de notre existence, nous avons toujours cherché à être là où se trouve la croissance, accompagnant nos clients pour qu'ils saisissent les occasions, contribuant à l'essor des entreprises et à la prospérité économique et aidant les gens à concrétiser leurs aspirations et à réaliser leurs rêves et leurs ambitions.

Les actions de HSBC Holdings sont inscrites à la cote des bourses de Londres, de Hong Kong, de New York, de Paris et des Bermudes. Elles sont négociées à la Bourse de New York sous forme de certificats américains d'actions étrangères.

¹ Au deuxième trimestre de 2020, le Groupe HSBC Holdings (le « Groupe HSBC ») a regroupé les Services bancaires de détail et gestion de patrimoine et les Services de banque privée de sorte à former l'une des plus grandes entreprises de gestion de patrimoine au monde, soit Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. En conséquence, le nom de notre secteur d'activité mondial des services bancaires de détail et gestion de patrimoine (« SBDGP ») a été changé pour celui de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP »). La Banque HSBC Canada n'avait pas de secteur d'activité distinct offrant des services de banque privée et c'est pourquoi le changement de structure n'a donné lieu à aucune modification de l'actif, du passif, des produits ou des charges qui, auparavant, étaient attribuables au secteur des SBDGP. Pour plus de détails, il y a lieu de se reporter à la note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020.

Répercussions de la COVID-19 et notre réaction

La pandémie de COVID-19 a eu et continue d'avoir de lourdes conséquences pour les gens, les entreprises, les collectivités et les économies partout dans le monde. Notre priorité demeure la sécurité de nos employés et de nos clients. Par ailleurs, de nombreux facteurs inhérents à cette pandémie et son incidence sur l'économie mondiale nuisent fortement aux institutions financières telles que la Banque HSBC Canada.

Au pays, l'État a imposé des restrictions quant aux déplacements de la population et à l'interaction sociale à compter de mars, ce qui a eu des répercussions majeures sur l'activité économique. Même si certaines restrictions ont été levées cet été, la pandémie évolue toujours et, partout au Canada, les gouvernements municipaux et provinciaux continuent d'assouplir celles qui subsistent et de les adapter en fonction de l'augmentation des cas d'infection à la COVID-19.

Clients, employés et collectivités

Au Canada, les services bancaires sont considérés comme des services essentiels et, depuis la mi-mars, nous menons nos activités en accord avec notre plan de continuité des opérations afin d'assurer le maintien des services aux clients de tous nos secteurs d'activité. Cherchant à réduire le risque et à limiter l'étendue et les répercussions de cette crise sanitaire publique, environ 90 % de notre personnel hors succursales travaille depuis la maison grâce à de nouvelles solutions technologiques, et nous prévoyons que ce sera le cas à tout le moins pour le reste de 2020.

Afin de réduire le stress supplémentaire que crée, chez notre personnel, l'isolement dans de telles circonstances, nous avons grandement accru nos outils de soutien au mieux-être, dont ceux en santé mentale. Dans le cas des employés qui se doivent d'être sur place pour s'acquitter de fonctions critiques, nous continuons d'appliquer des mesures de précaution, dont un nettoyage accru, des écrans protecteurs en acrylique ainsi que des procédés de contrôle et de surveillance à l'entrée des clients. Depuis la mi-mars, les heures d'ouverture de nos succursales étaient réduites. En date du 14 septembre, celles-ci ont repris leurs heures d'exploitation régulières afin de répondre aux besoins de la clientèle. Nous nous assurons que nos emplacements répondent aux exigences, mais nous nous efforçons aussi de composer avec l'utilisation nettement accrue que font nos clients de tous nos canaux numériques et de nos centres d'appels. Nous communiquons régulièrement avec nos clients, qu'il s'agisse de particuliers, d'entreprises ou de grandes sociétés, afin de les informer de nos programmes de services et de les aider à gérer les conséquences de cette crise sur leurs finances.

Pour nous, il est très important de soutenir nos clients qui pourraient éprouver des difficultés financières et tous nos secteurs d'activité sont à pied d'œuvre afin de leur offrir des solutions flexibles. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de crédit », page 22, pour obtenir plus de détails sur les programmes d'allègement que nous offrons à notre clientèle.

Enfin, en réaction à la COVID-19, nous avons notamment fait un don de 500 000 \$ à Banques alimentaires Canada, au Club des petits déjeuners du Canada et à Centraide, ciblant les besoins qui se sont manifestés presque immédiatement, dont ceux relevant de l'insécurité alimentaire, afin d'aider les plus vulnérables de notre société. Nous avons également donné 500 000 \$ à la BC Children's Hospital Foundation, à l'Alberta Children's Hospital Foundation, à The Hospital for Sick Children (« SickKids ») et à la Fondation de l'Hôpital de Montréal pour enfants en guise de soutien à la recherche en santé, aux soins des patients et aux besoins urgents engendrés par la COVID-19.

Organismes de réglementation et gouvernements

La Banque du Canada et le gouvernement fédéral ont mis sur pied plusieurs programmes afin d'offrir un soutien financier aux secteurs de l'économie les plus durement touchés par l'écllosion de COVID-19. Comme nous entendons jouer notre rôle dans la reprise économique au pays, nous participons activement à ces programmes et aidons nos clients à s'en prévaloir lorsque cela convient. Ces programmes comprennent les suivants :

- Le programme Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (« CUEC ») dans le cadre duquel le financement d'Exportation et développement Canada (« EDC ») sert à octroyer des prêts sans intérêt pouvant atteindre 40 000 \$ aux petites entreprises et organismes à but non lucratif admissibles afin de compenser leurs pertes de revenus liées à la COVID-19. Ces prêts sont financés par le gouvernement du Canada et ne nous exposent nullement au risque de crédit. Au 30 septembre 2020, l'encours des prêts à nos clients aux termes de ce programme était de 167 M\$.
- Le Programme de crédit aux entreprises (« PCE »), qui regroupe les programmes de soutien de la Banque de développement du Canada (« BDC ») et d'EDC.
 - En vertu du programme d'EDC, la banque fournit aux moyennes et grandes entreprises admissibles des prêts pouvant atteindre 6,25 M\$ sous forme de nouveaux crédits à l'exploitation et de prêts à terme sur liquidités afin qu'elles puissent combler leurs besoins de liquidités à court terme. Ces prêts doivent servir à régler certaines charges d'exploitation et sont garantis à 80 % par EDC. Nous inscrivons les prêts consentis dans le cadre de ce programme à notre bilan consolidé. Au 30 septembre 2020, nos clients avaient obtenu des garanties financières totalisant 71 M\$.
 - Aux termes du programme de la BDC, la banque et la BDC fournissent conjointement aux entreprises admissibles des prêts d'un montant maximal de 6,25 M\$ afin de satisfaire à leurs besoins de liquidités et d'exploitation. La BDC acquiert une participation de 80 % dans ces prêts, et cette portion a été décomptabilisée de notre bilan consolidé puisqu'elle répond aux critères de décomptabilisation d'actifs financiers énoncés dans IFRS 9. Au 30 septembre 2020, nous avons octroyé à nos clients des prêts totalisant 79 M\$.

Pour plus de détails sur les faits nouveaux en matière de réglementation, il y a lieu de se reporter à la rubrique du présent rapport de gestion qui en traite, page 20.

Incidence sur les risques

Nous avons également pris en compte l'incidence de cette crise sur le risque lié aux crimes financiers et sur la conformité à la réglementation. Ainsi, durant cette période fort difficile, la banque ne relâche pas sa vigilance à l'égard de ses contrôles des risques puisque, dans de telles circonstances, les activités malveillantes, telles les cyberattaques et les fraudes, ont tendance à augmenter.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du *Rapport et états financiers annuels 2019* pour une description de la façon dont la banque gère les risques à tous les échelons de l'organisation et pour tous les types de risques, rubrique qui indique les principes, politiques et pratiques clés dont nous nous servons pour gérer les risques importants, et ce, qu'ils soient financiers ou ne le soient pas.

Incidence sur les résultats financiers

Au troisième trimestre de 2020, les pertes de crédit attendues ont consisté en une reprise de 2 M\$, soit une baisse en regard de celles enregistrées dans les deux trimestres précédents du fait de l'amélioration des variables macroéconomiques prospectives. Pour la période de neuf mois, la charge au titre des pertes de crédit attendues, d'un montant de 328 M\$, a découlé essentiellement d'une détérioration marquée des données économiques prospectives au premier semestre de 2020. Cette détérioration s'est traduite par des charges de 140 M\$ au premier trimestre et de 190 M\$ au deuxième trimestre. Ces éléments sont décrits plus en détail à la rubrique « Risque de crédit », page 22, du présent rapport de gestion. De plus, la faiblesse des taux d'intérêt nuit toujours aux produits d'intérêts nets. L'épidémie de COVID-19 devrait continuer de perturber l'activité économique mondiale et pourrait davantage nuire aux activités et aux résultats d'exploitation de la Banque HSBC Canada.

Face à cette situation, la banque a haussé ses niveaux de fonds propres et de liquidité. Les ratios les concernant demeurent nettement supérieurs aux ratios minimums que la réglementation lui impose. Par conséquent, son ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 était de 13,1 % au 30 septembre 2020, contre 11,3 % au 31 décembre 2019, et son ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 30 septembre 2020 était passé à 201 %, comparativement à 140 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2019.

La Banque HSBC Canada fait partie de l'un des plus grands groupes bancaires au monde. Le Canada est un marché international clé pour la HSBC, les actifs totalisant 124 G\$ au pays et 2 956 G\$ US à l'échelle mondiale au 30 septembre 2020. La position de la HSBC en matière de capital, de financement et de liquidité est excellente, et c'est avec ardeur que nous continuerons de soutenir l'économie canadienne, notre clientèle et la population en général en ces temps difficiles et au fil de la reprise.

Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS

Pour évaluer sa performance, la banque utilise notamment des mesures financières dérivées des résultats qu'elle publie. Or, ces mesures ne sont ni présentées dans les états financiers consolidés ni définies aux termes des IFRS. Elles sont considérées comme non conformes aux IFRS; il est donc improbable qu'elles soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres entreprises. Les mesures financières non conformes aux IFRS suivantes comprennent les soldes moyens, et les chiffres annualisés de l'état du résultat net, tel qu'il est indiqué, sont utilisés tout au long du présent document.

Le **rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire** correspond au bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire annualisé de la période divisé par la moyenne¹ des capitaux propres ordinaires.

Le **rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques** correspond au bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat annualisé de la période divisé par la moyenne¹ des actifs pondérés en fonction des risques.

Le **levier d'exploitation** s'entend de l'écart entre le taux de variation du résultat d'exploitation et celui des charges d'exploitation.

La **marge d'intérêts nette** désigne les produits d'intérêts nets exprimés en pourcentage annualisé de la moyenne¹ des actifs productifs d'intérêts.

La **variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues² annualisée et exprimée en pourcentage de la

moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La **variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues² annualisée sur les actifs de stade 3 et exprimée en pourcentage de la moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Le **total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances et des acceptations de stade 3** s'entend du total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues² sur les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3 exprimé en pourcentage des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3.

Les **sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances à des clients et des acceptations** correspondent aux sorties du bilan nettes annualisées et exprimées en pourcentage de la moyenne¹ du montant net des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La mesure financière supplémentaire qui suit, laquelle est établie à partir des chiffres calculés selon les IFRS, est utilisée tout au long du présent document.

Le **ratio d'efficience** correspond au total des charges d'exploitation exprimé en pourcentage du total du résultat d'exploitation.

- 1 La marge d'intérêts nette est calculée à l'aide des soldes moyens quotidiens. Toutes les autres mesures financières mettent en jeu des soldes moyens qui sont établis à l'aide des soldes à la clôture du trimestre.*
- 2 La variation des pertes de crédit attendues a essentiellement trait aux prêts, aux acceptations et aux engagements.*

Faits saillants financiers

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Notes	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
		30 sept. 2020	30 sept. 2019	30 sept. 2020	30 sept. 2019
Performance financière de la période					
Total du résultat d'exploitation		472	534	1 520	1 624
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		157	206	244	603
Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire		101	141	147	411
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise		2	(17)	(328)	(45)
Charges d'exploitation		(317)	(311)	(948)	(976)
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)		0,18	0,28	0,28	0,82
Mesures financières (%)					
Rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire	1	7,1	11,2	3,6	11,2
Rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques	2	1,5	1,9	0,8	2,0
Ratio d'efficience		67,2	58,2	62,4	60,1
Levier d'exploitation		(13,5)	(5,2)	(3,5)	(4,4)
Marge d'intérêts nette		0,88	1,32	1,04	1,40
Variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations	3	s. o.	0,11	0,66	0,10
Variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations		0,18	0,09	0,24	0,07
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances à des clients et des acceptations de stade 3		47,4	29,0	47,4	29,0
Sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances et des acceptations		0,07	0,06	0,09	0,08

	Notes	Au	
		30 sept. 2020	31 déc. 2019
Situation financière à la clôture de la période			
Total de l'actif		124 213	106 571
Prêts et avances à des clients		61 826	61 922
Comptes des clients		73 598	62 889
Ratio des prêts et avances à des clients en pourcentage des comptes des clients (%)	1	84,0	98,5
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire ordinaire		5 692	5 009
Mesures financières non conformes aux IFRS qui concernent le capital, le levier et la liquidité			
Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (%)	2	13,1	11,3
Ratio du capital de catégorie 1 (%)		15,7	13,9
Ratio du capital total (%)		18,2	16,4
Ratio de levier (%)		5,8	4,9
Actifs pondérés en fonction des risques (M\$)		41 376	42 080
Ratio de liquidité à court terme (%)		201	140

1 Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS » figurant dans le présent document pour une description des mesures financières non conformes aux IFRS.

2 La banque évalue l'adéquation de ses fonds propres en fonction de normes issues des lignes directrices émises par le BSIF conformément au cadre d'adéquation des fonds propres de Bâle III.

3 La mention « s. o. » est indiquée lorsque la banque est en position de reprise nette, ce qui donne lieu à un ratio négatif.

Performance financière

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2020	30 sept. 2019	30 sept. 2020	30 sept. 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	244	313	811	955
Produits de commissions nets	172	168	528	498
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	29	36	102	117
Autres éléments de produits	27	17	79	54
Total du résultat d'exploitation	472	534	1 520	1 624
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	2	(17)	(328)	(45)
Résultat d'exploitation net	474	517	1 192	1 579
Total des charges d'exploitation	(317)	(311)	(948)	(976)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	157	206	244	603
Charge d'impôt sur le résultat	(45)	(56)	(61)	(165)
Bénéfice de la période	112	150	183	438

Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent

La performance pour le troisième trimestre de 2020 a surpassé celle des deux trimestres précédents, le bénéfice avant la charge d'impôt de deux de nos trois secteurs d'activité mondiaux ayant augmenté. La diminution des charges au titre des pertes de crédit attendues a résulté de l'amélioration des perspectives économiques. Nos résultats reflètent toujours la volatilité continue des marchés, les réductions de taux par les banques centrales et le ralentissement des activités des clients, facteurs ayant dégradé le résultat d'exploitation. Les résultats que nous avons inscrits pour la période de neuf mois ont eux aussi été touchés par la COVID-19, laquelle a contribué à la réduction du résultat d'exploitation et à la hausse des pertes de crédit attendues, causant ainsi le recul du bénéfice avant la charge d'impôt. La sécurité de nos employés et le bien-être financier de nos clients demeurent prioritaires puisque les répercussions de la pandémie se font encore sentir dans les collectivités auprès desquelles nous œuvrons.

Le résultat d'exploitation de 472 M\$ pour le trimestre et de 1 520 M\$ pour la période de neuf mois signale des baisses de 62 M\$, ou 12 %, et de 104 M\$, ou 6,4 %, respectivement, sur un an. L'incidence des réductions de taux par les banques centrales et le fait de maintenir un niveau plus élevé d'actifs hautement liquides qui génèrent de moins bons rendements ont affaibli les produits d'intérêts nets. Le recul des produits d'intérêts nets sur les activités de négociation découlant de la diminution des taux d'intérêt et des changements dans la composition des produits est également l'un des facteurs à l'origine des baisses précitées. Pour la période de neuf mois, les produits tirés des activités de négociation ont eux aussi fléchi, et ce, en raison des variations défavorables de certains écarts de crédit qu'a causées la volatilité des marchés, écarts qui ne sont pas encore revenus à leurs niveaux d'avant la COVID-19. Ces diminutions ont été compensées en partie par la progression des produits de commissions nets générés par les cartes et des produits du courtage en ligne du secteur de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, par l'accroissement des commissions de prise ferme du secteur

des Services bancaires internationaux et marchés ainsi que par la hausse des commissions tirées des facilités de crédit par suite de l'accroissement des volumes des acceptations bancaires du secteur des Services aux entreprises. Les autres éléments de produits ont augmenté en raison principalement de la montée des profits réalisés à la cession de placements financiers.

Pour le troisième trimestre, les pertes de crédit attendues ont consisté en une reprise de 2 M\$, les variables macroéconomiques prospectives s'étant améliorées, ce qui a été atténué par une augmentation des pertes de valeur liées à des prêts non productifs dans les secteurs de l'énergie, du transport et de la construction. En ce qui concerne la période de neuf mois, comme l'imposition de restrictions économiques liées à la COVID-19 a débuté en mars, les données économiques prospectives de la banque se sont grandement détériorées au premier semestre de 2020. Combiné à la fragilisation du secteur de l'énergie, ce facteur s'est soldé par une charge au titre des pertes de crédit attendues de 328 M\$ pour la période de neuf mois. Les charges respectives de 17 M\$ et de 45 M\$ constatées aux mêmes trimestre et période de neuf mois de l'exercice précédent avaient résulté essentiellement du fait qu'un ralentissement de la croissance du PIB était prévu à ce moment.

Le total des charges d'exploitation s'est alourdi de 6 M\$, ou 1,9 %, pour le trimestre à cause des charges au titre des services partagés du Groupe HSBC et des activités de rationalisation de nos fonctions de soutien. Pour la période de neuf mois, le total des charges d'exploitation a diminué de 28 M\$, ou 2,9 %, puisque nous continuons de gérer nos coûts avec soin vu le contexte économique qui prévaut tout en effectuant des investissements stratégiques afin de faire croître nos secteurs d'activité, simplifier nos processus et offrir les services numériques que nos clients demandent.

En conséquence, le bénéfice avant la charge d'impôt s'est dégagé à 157 M\$ pour le trimestre, en baisse de 49 M\$, ou 24 %, et à 244 M\$ pour la période de neuf mois, pour un recul de 359 M\$, ou 60 %.

Performance par élément de produits et de charges

Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent

Produits d'intérêts nets

Les produits d'intérêts nets ont diminué de 69 M\$, ou 22 %, pour le trimestre, ce qui reflète l'incidence de la compression des marges en raison des réductions de taux par les banques centrales et du maintien de niveaux plus élevés d'actifs hautement liquides qui génèrent de moins bons rendements.

Les produits d'intérêts nets se sont affaiblis de 144 M\$, ou 15 %, pour la période de neuf mois à cause de ces mêmes facteurs.

Sommaire des produits d'intérêts par type d'actif

Note	Trimestre clos le						Période de neuf mois close le					
	30 sept. 2020			30 sept. 2019			30 sept. 2020			30 sept. 2019		
	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement
	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%
Fonds à court terme et prêts et avances à des banques	18 759	12	0,24	897	1	0,63	10 595	19	0,24	888	4	0,65
Prêts et avances à des clients	62 178	433	2,77	57 303	533	3,69	62 437	1 398	2,99	56 254	1 569	3,73
Prises en pension à des fins autres que de transaction	7 765	6	0,30	8 762	49	2,26	7 629	54	0,94	7 981	131	2,20
Placements financiers	20 222	39	0,76	26 120	123	1,88	22 874	214	1,25	25 428	378	1,99
Autres actifs productifs d'intérêts	779	—	0,14	939	6	2,28	1 128	3	0,40	771	13	2,21
Total des actifs productifs d'intérêts (A)	109 703	490	1,78	94 021	712	3,00	104 663	1 688	2,15	91 322	2 095	3,07
Actifs détenus à des fins de transaction et actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur	3 347	6	0,74	7 154	31	1,68	3 831	31	1,09	6 247	85	1,82
Actifs non productifs d'intérêts	12 300	—	—	13 085	—	—	13 269	—	—	12 342	—	—
Total	125 350	496	1,57	114 260	743	2,58	121 763	1 719	1,89	109 911	2 180	2,65

1 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

Sommaire des charges d'intérêts par type de passif et capitaux propres

Notes	Trimestre clos le						Période de neuf mois close le					
	30 sept. 2020			30 sept. 2019			30 sept. 2020			30 sept. 2019		
	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût
	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%
Dépôts effectués par des banques	1 169	—	0,03	1 003	1	0,24	1 279	2	0,22	950	2	0,25
Comptes des clients	67 200	135	0,80	55 466	226	1,62	62 542	479	1,02	54 306	639	1,57
Mises en pension à des fins autres que de transaction	4 461	4	0,28	10 408	55	2,09	6 102	47	1,02	9 613	149	2,07
Titres de créance émis et créances subordonnées	20 601	91	1,77	15 397	102	2,63	19 873	299	2,01	15 056	305	2,71
Autres passifs portant intérêt	2 598	16	2,36	2 353	15	2,56	2 655	50	2,51	2 208	45	2,71
Total des passifs portant intérêt (B)	96 029	246	1,02	84 627	399	1,87	92 451	877	1,27	82 133	1 140	1,86
Passifs détenus à des fins de transaction	2 883	5	0,69	4 646	20	1,64	2 802	20	0,96	3 648	48	1,74
Comptes courants ne portant pas intérêt	6 561	—	—	5 626	—	—	6 170	—	—	5 800	—	—
Total des capitaux propres et des autres passifs ne portant pas intérêt	19 877	—	—	19 361	—	—	20 340	—	—	18 330	—	—
Total	125 350	251	0,80	114 260	419	1,45	121 763	897	0,98	109 911	1 188	1,45
Produits d'intérêts nets (A-B)		244			313			811			955	

1 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

2 N'incluent que les dépôts effectués par des banques portant intérêt.

3 N'incluent que les comptes des clients portant intérêt.

Produits de commissions nets

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2020	30 sept. 2019	30 sept. 2020	30 sept. 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Services à l'égard des comptes	14	14	47	47
Produits de courtage	3	2	10	6
Cartes	15	17	45	48
Facilités de crédit	80	80	235	227
Fonds sous gestion	50	49	144	143
Importations/exportations	3	3	7	9
Commissions d'agence d'assurance	1	1	4	4
Autres	11	14	36	37
Services de paiement	9	9	28	26
Prise ferme	6	8	35	28
Produits de commissions	192	197	591	575
Moins les charges de commissions	(20)	(29)	(63)	(77)
Produits de commissions nets	172	168	528	498

Les produits de commissions nets du trimestre se sont renforcés de 4 M\$, ou 2,4 %, les charges de commissions sur les cartes de crédit ayant reculé. Ce facteur a été atténué par l'incidence que le ralentissement des activités des clients a eue sur les autres produits de commissions du secteur des Services bancaires internationaux et marchés et sur ceux générés par les cartes de crédit des secteurs de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers et des Services aux entreprises.

Pour la période de neuf mois, les produits de commissions nets ont monté de 30 M\$, ou 6 %. Cette amélioration a découlé de la progression des produits de commissions nets tirés des cartes et de l'augmentation des produits du courtage en ligne du secteur de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, de la hausse des commissions de prise ferme du secteur des Services bancaires internationaux et marchés et de l'accroissement des commissions tirées des facilités de crédit par suite de l'accroissement des volumes des acceptations bancaires, ce qui a été annulé en partie par le recul des commissions provenant des cartes de crédit du secteur des Services aux entreprises.

Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2020	30 sept. 2019	30 sept. 2020	30 sept. 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Activités de négociation	25	24	89	71
Ajustements d'évaluation de crédit et de débit et ajustements de la juste valeur liés au financement	3	2	(4)	7
Produits d'intérêts nets sur les activités de négociation	1	11	11	37
Inefficacité des couvertures	—	(1)	6	2
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	29	36	102	117

Les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction ont diminué de 7 M\$, ou 19 %, pour le trimestre. Le recul des produits d'intérêts nets sur les activités de négociation imputable à la baisse des taux d'intérêt et à des changements dans la composition des produits a également accentué cette diminution. Ce facteur a été compensé en partie par des variations favorables des ajustements de crédit et des ajustements de la juste valeur liés au financement, variations ayant résulté de la contraction des écarts de crédit.

Les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction ont fléchi de 15 M\$, ou 13 %, pour la période de neuf mois à cause du recul des produits d'intérêts nets sur les

activités de négociation qu'ont causé la baisse des taux d'intérêt et des changements dans la composition des produits. Le fléchissement précité a également découlé des variations défavorables des ajustements de crédit et des ajustements de la juste valeur liés au financement par suite principalement de l'accroissement de certains écarts de crédit qu'a causé la volatilité des marchés, écarts qui ne sont pas encore revenus à leurs niveaux d'avant la COVID-19. Ce facteur a été neutralisé en partie par la vigueur des activités de négociation et de vente de l'unité Marchés dans la première moitié de 2020, ce qui a résulté de l'intensification des activités de négociation de la sous-division chargée des taux ainsi que de celles de gestion du bilan.

Autres éléments de produits

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2020	30 sept. 2019	30 sept. 2020	30 sept. 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers	18	10	48	28
Autres produits d'exploitation	9	7	31	26
Autres éléments de produits	27	17	79	54

Pour le trimestre, les autres éléments de produits se sont accrus de 10 M\$, ou 59 %, ce qui est imputable à la montée des profits réalisés à la cession de placements financiers par suite du rééquilibrage du portefeuille d'actifs liquides de la banque.

Pour la période de neuf mois, les autres éléments de produits se sont améliorés de 25 M\$, ou 46 %, grâce au facteur énoncé

ci-dessus ainsi qu'aux profits pris en compte au deuxième trimestre dans les autres produits d'exploitation et liés à l'extinction de la dette associée aux débetures subordonnées qui ont été rachetées.

Variation des pertes de crédit attendues

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2020	30 sept. 2019	30 sept. 2020	30 sept. 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – prêts productifs (stades 1 et 2) – charge/(reprise)	(40)	1	189	4
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – prêts non productifs (stade 3) – charge/(reprise)	38	16	139	41
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – charge/(reprise)	(2)	17	328	45

La variation des pertes de crédit attendues pour le trimestre a consisté en une reprise de 2 M\$, comparativement à une charge de 17 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La reprise constatée pour le trimestre à l'étude a découlé essentiellement de l'amélioration des variables macroéconomiques prospectives, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse des pertes de valeur liées à des prêts non productifs dans les secteurs de l'énergie, du transport et de la construction. En 2019, la charge était associée à une augmentation des pertes de valeur liées à des prêts non productifs dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie ainsi qu'au fait que des prévisions économiques défavorables assombrissaient alors les perspectives concernant les prêts productifs.

La variation des pertes de crédit attendues pour la période de neuf mois a consisté en une charge de 328 M\$, comparativement à une charge de 45 M\$ un an plus tôt. La charge de la période de neuf mois à l'étude a découlé essentiellement de la forte détérioration des données économiques prospectives en raison de la COVID-19 ainsi que des pertes de valeur liées à des prêts non productifs dans le secteur de l'énergie au cours du premier semestre de 2020. La charge enregistrée en 2019 était imputable aux mêmes facteurs que ceux du trimestre, ce qui avait été compensé en partie par une reprise au premier trimestre de 2019 en lien avec les perspectives concernant certains clients du secteur de l'énergie à ce moment.

Total des charges d'exploitation

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2020	30 sept. 2019	30 sept. 2020	30 sept. 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Rémunération et avantages du personnel	157	169	471	514
Charges générales et administratives	133	117	395	389
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	18	18	55	53
Dotation à l'amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles	9	7	27	20
Total des charges d'exploitation	317	311	948	976

Le total des charges d'exploitation s'est accru de 6 M\$, ou 1,9 %, pour le trimestre, et ce, en raison surtout des charges au titre des services partagés du Groupe HSBC et des activités de rationalisation de nos fonctions de soutien, ce qui a été atténué par la baisse des frais liés au personnel.

Le total des charges d'exploitation s'est comprimé de 28 M\$, ou 2,9 %, pour la période de neuf mois grâce essentiellement à la

Charge d'impôt sur le résultat

Pour le troisième trimestre de 2020, le taux d'imposition effectif a été de 28,1 %, ce qui dépasse le taux prévu par la loi, soit 26,7 %,

baisse des frais liés au personnel et des coûts discrétionnaires en raison de la conjoncture économique, ce qui a été neutralisé en partie par les investissements stratégiques que nous avons effectués dans le but de faire croître nos secteurs d'activité, simplifier nos processus et offrir les services numériques que nos clients demandent.

et reflète l'augmentation de la charge d'impôt. Pour le troisième trimestre de 2019, le taux d'imposition effectif avait été de 27,7 %.

Évolution de la situation financière

	Au	
	30 sept. 2020 M\$	31 déc. 2019 M\$
Actif		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	17 159	54
Actifs détenus à des fins de transaction	3 321	4 322
Dérivés	5 609	3 267
Prêts et avances	62 848	63 091
Prises en pension à des fins autres que de transaction	8 277	6 269
Placements financiers	20 152	23 645
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	3 624	3 500
Autres actifs	3 223	2 423
Total de l'actif	124 213	106 571
Passif et capitaux propres		
Passif		
Dépôts effectués par des banques	1 290	1 036
Comptes des clients	73 598	62 889
Mises en pension à des fins autres que de transaction	4 386	7 098
Passifs détenus à des fins de transaction	4 009	2 296
Dérivés	5 783	3 431
Titres de créance émis	18 713	14 594
Acceptations	3 639	3 505
Autres passifs	6 003	5 613
Total du passif	117 421	100 462
Total des capitaux propres	6 792	6 109
Total du passif et des capitaux propres	124 213	106 571

Actif

Le total de l'actif s'élevait à 124,2 G\$ au 30 septembre 2020, en hausse de 17,6 G\$, ou 17 %, par rapport à ce qu'il était au 31 décembre 2019. Réagissant aux répercussions de la COVID-19, la banque a renforcé sa position en liquidités afin d'aider ses clients. L'investissement de ces fonds a haussé à 17,1 G\$ notre trésorerie et les soldes détenus dans les banques centrales. Les dérivés se sont accrus de 2,3 G\$ grâce aux variations de l'évaluation à la valeur de marché imputables aux taux de change et aux taux d'intérêt, ce qui rend compte de la volatilité des marchés résultant essentiellement de l'incidence de la COVID-19. Les prises en pension à des fins autres que de transaction ont augmenté de 2,0 G\$, ce qui a été neutralisé en partie par une baisse de 3,5 G\$ des placements financiers par suite des activités de gestion du bilan ainsi que de gestion des placements et de la trésorerie.

Passif

Le total du passif s'établissait à 117,4 G\$ au 30 septembre 2020, pour une hausse de 17,0 G\$, ou 17 %, par rapport à celui au 31 décembre 2019. Les comptes des clients se sont accrus de 10,7 G\$ grâce à l'essor des dépôts de tous les secteurs d'activité

mondiaux. L'augmentation du financement à terme et de gros est l'un des facteurs à l'origine de la hausse de 4,1 G\$ des titres de créance émis. Les dérivés ont monté de 2,4 G\$, ce qui correspond à la variation enregistrée dans l'actif. Les passifs détenus à des fins de transaction se sont accrus de 1,7 G\$ par suite de l'accroissement du volume des activités de négociation. Ce facteur a été atténué par le recul de 2,7 G\$ des mises en pension à des fins autres que de transaction en raison des activités de gestion du bilan.

Capitaux propres

Le total des capitaux propres s'établissait à 6,8 G\$ au 30 septembre 2020, ce qui signale une progression de 0,7 G\$, ou 11 %, par rapport à celui au 31 décembre 2019. Cette progression représente le bénéfice après impôt de 0,2 G\$ qui a été généré au cours de la période, les profits de 0,2 G\$ qui ont été constatés au titre des actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des couvertures des flux de trésorerie ainsi que le montant de 0,5 G\$ tiré de l'émission d'actions ordinaires. La hausse des capitaux propres a été contrebalancée par les dividendes sur les actions ordinaires de 0,2 G\$ qui ont été déclarés durant la période.

Secteurs d'activité mondiaux

La banque gère ses activités et en déclare les résultats en fonction des secteurs d'activité mondiaux suivants : les Services aux entreprises, les Services bancaires internationaux et marchés et Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers.

Services aux entreprises

Le secteur des Services aux entreprises (« SE ») propose un éventail complet de services financiers commerciaux et de solutions sur mesure à des clients allant des petites entreprises axées principalement sur les marchés intérieurs aux sociétés exerçant leurs activités à l'échelle mondiale.

Survol de la performance financière^{1, 2}

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2020	30 sept. 2019	30 sept. 2020	30 sept. 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	116	157	404	473
Produits autres que d'intérêts	107	99	314	292
Total du résultat d'exploitation	223	256	718	765
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	2	(8)	(262)	(20)
Résultat d'exploitation net	225	248	456	745
Total des charges d'exploitation	(97)	(102)	(295)	(308)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	128	146	161	437

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation s'est replié de 33 M\$, ou 13 %, pour le trimestre et de 47 M\$, ou 6,1 %, pour la période de neuf mois.

Pour le trimestre et la période de neuf mois, la COVID-19 a encore influé sur le résultat, les réductions de taux par les banques centrales ayant comprimé les marges sur les dépôts et les coûts associés au maintien de niveaux plus élevés de liquidités ayant augmenté. Malgré la volatilité des marchés, les SE ont continué de soutenir leur clientèle tout au long de la période, leur offrant de reporter leurs paiements et leur donnant accès aux divers programmes de prêt instaurés par les administrations publiques. Les dépôts ont encore fortement augmenté au cours du trimestre et, pour la période de neuf mois, ils se sont renforcés de 3 G\$. Les soldes des prêts se sont contractés de 0,9 G\$ dans le trimestre, la pandémie ayant affaibli la demande de crédit de la part de nos clients.

La variation des pertes de crédit attendues au troisième trimestre s'est soldée par une reprise de 2 M\$, ce qui est nettement meilleur que les charges enregistrées dans les deux trimestres précédents. La progression constatée pour le trimestre à l'étude a découlé en grande partie de l'incidence que l'amélioration des variables macroéconomiques prospectives a eue sur les prêts productifs. Cette amélioration a été atténuée par une augmentation des pertes de valeur liées à des prêts non productifs dans les secteurs de l'énergie, du transport et de la construction.

Les charges d'exploitation ont baissé de 5 M\$ pour le trimestre, ce qui rend compte de la prudence avec laquelle nous gérons nos coûts vu le contexte économique actuel.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt s'est détérioré de 18 M\$, ou 12 %, et pour la période de neuf mois, il a fléchi de 276 M\$, ou 63 %, ce qui est essentiellement imputable à la forte hausse des pertes de crédit attendues et au recul des produits d'intérêts nets, facteurs neutralisés en partie par le recul des charges d'exploitation.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre et de la période de neuf mois se sont contractés de 41 M\$, ou 26 %, et de 69 M\$, ou 15 %, respectivement. Ces résultats témoignent du rétrécissement des marges par suite des réductions de taux par les banques centrales et de la hausse des coûts associés au maintien de niveaux plus élevés de liquidités. Ces facteurs ont été atténués par l'accroissement de la moyenne des prêts et des avances et par la hausse des dépôts.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre se sont renforcés de 8 M\$, ou 8,1 %, grâce principalement à la montée des commissions engendrée par l'accroissement des volumes des acceptations bancaires, ce qui a été atténué par le fait que le repli des activités des clients a nui aux commissions générées par les services à l'égard des comptes et par les cartes de crédit et aux produits de change. Pour la période de neuf mois, les produits autres que d'intérêts se sont accrus de 22 M\$, ou 7,5 % en raison surtout de la progression des commissions tirées des acceptations bancaires et de l'élargissement de la proportion des produits par suite de l'excellente performance des dérivés sur les marchés mondiaux au premier trimestre.

La **variation des pertes de crédit attendues** a consisté en une reprise de 2 M\$ pour le trimestre et en une charge de 262 M\$ pour la période de neuf mois. La charge enregistrée au troisième trimestre a été nettement inférieure à celles des deux trimestres précédents du fait de l'amélioration des scénarios économiques prospectifs et du raffermissement des prix du pétrole, ce qui a réduit la probabilité de défaut dans certains secteurs. Pour la période de neuf mois, les pertes de crédit attendues, d'un montant de 262 M\$, ont été touchées par la détérioration marquée des données économiques prospectives et par le repli des prix du pétrole dans la première moitié de 2020, facteurs ayant augmenté la probabilité de défaut dans certains secteurs.

Rapport de gestion

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre et de la période de neuf mois s'est replié de 5 M\$, ou 4,9 %, et de 13 M\$, ou 4,2 %, respectivement, ce qui témoigne de la prudence avec laquelle nous gérons nos coûts, vu le contexte économique qui prévaut actuellement.

- 1 Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent.
- 2 Au deuxième trimestre de 2020, nous avons modifié nos secteurs isolables en réaffectant les activités de gestion du bilan du secteur « centre général » aux secteurs d'activité mondiaux de sorte à assurer une corrélation plus étroite entre les produits et charges et les secteurs qui génèrent de telles activités ou qui y ont recours; par conséquent, le « centre général » n'est plus considéré comme un secteur d'activité. Tous les chiffres correspondants ont été retraités. Il y a lieu de se reporter à la note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 pour obtenir plus de détails à ce sujet.

Services bancaires internationaux et marchés

Le secteur des Services bancaires internationaux et marchés (« SBIM ») offre des solutions et produits financiers sur mesure à une clientèle d'envergure constituée d'administrations publiques, de grandes sociétés et d'institutions de partout dans le monde.

Survol de la performance financière^{1, 2}

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2020	30 sept. 2019	30 sept. 2020	30 sept. 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	27	31	94	96
Produits autres que d'intérêts	45	51	155	165
Total du résultat d'exploitation	72	82	249	261
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	9	(2)	(40)	(11)
Résultat d'exploitation net	81	80	209	250
Total des charges d'exploitation	(34)	(42)	(116)	(124)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	47	38	93	126

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation a régressé de 10 M\$, ou 12 %, pour le trimestre et de 12 M\$, ou 4,6 %, pour la période de neuf mois. L'incidence négative des réductions de taux par les banques centrales et la hausse des coûts associés au maintien de liquidités plus élevées ont affaibli les produits d'intérêts nets du trimestre et de la période de neuf mois. Le résultat de la période de neuf mois a également été affaibli par des variations défavorables de certains écarts de crédit qu'a causées la volatilité des marchés, écarts qui ne sont pas encore revenus à leurs niveaux d'avant la COVID-19.

Face aux perturbations et à l'instabilité des marchés associées à la COVID-19, les équipes des Services bancaires internationaux et marchés ont travaillé en étroite collaboration avec nos clients afin de comprendre les défis uniques qu'ils devaient relever et de les aider à traverser la crise. Ce travail a intensifié les activités des clients et a haussé les produits générés par toutes les gammes de produits, ce qui a résulté surtout des activités de négociation et de vente de l'unité Marchés, des activités d'octroi de prêts et des commissions de prise ferme puisque nous continuons de tirer parti du réseau mondial du Groupe pour offrir des produits et des solutions répondant aux besoins de nos clients internationaux.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt s'est renforcé de 9 M\$, ou 24 %, grâce principalement à une reprise au titre des pertes de crédit attendues du fait de l'amélioration des variables macroéconomiques prospectives et à la réduction des charges d'exploitation liées au personnel, ce qui a été atténué par le recul du résultat d'exploitation, tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Pour la période de neuf mois, le bénéfice avant la charge d'impôt a reculé de 33 M\$, ou 26 %, et ce, à cause surtout de l'augmentation des charges au titre des pertes de crédit attendues dans les deux premiers trimestres par suite de la détérioration des données économiques prospectives ainsi que des variations défavorables de certains écarts de crédit, tel qu'il est mentionné plus haut.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre ont diminué de 4 M\$, ou 13 %, et ceux de la période de neuf mois ont fléchi de 2 M\$, ou 2,1 %. Ces baisses sont imputables à la hausse des coûts associés au maintien de liquidités plus élevées et à l'incidence négative qu'ont eue les réductions de taux par les banques centrales, ce qui a été compensé en partie par la diminution des coûts de financement des activités de négociation de l'unité Marchés.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre ont reculé de 6 M\$, ou 12 %, en raison de la réduction des commissions tirées des facilités de crédit et des produits de change. Pour la période de neuf mois, les produits autres que d'intérêts se sont comprimés de 10 M\$, ou 6,1 %, à cause surtout des variations défavorables des évaluations du crédit et du financement, facteur atténué par la hausse des commissions de prise ferme et de services-conseils.

La **variation des pertes de crédit attendues** a représenté une baisse de 11 M\$, ce qui a résulté de l'évolution favorable des scénarios économiques prospectifs. La hausse de 29 M\$ des charges constatées pour la période de neuf mois a découlé principalement de la détérioration des scénarios économiques prospectifs en lien avec la COVID-19.

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre s'est allégé de 8 M\$, ou 19 %, et pour la période de neuf mois, il a diminué de 8 M\$, ou 6,5 %. Ces diminutions ont résulté principalement de la réduction des frais liés au personnel.

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers¹

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP ») offre, à tous les Canadiens, une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur offre aussi un volet international avec une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés.

Survol de la performance financière^{2, 3}

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2020	30 sept. 2019	30 sept. 2020	30 sept. 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	115	132	355	406
Produits autres que d'intérêts	73	66	220	193
Total du résultat d'exploitation	188	198	575	599
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(9)	(7)	(26)	(14)
Résultat d'exploitation net	179	191	549	585
Total des charges d'exploitation	(167)	(169)	(494)	(524)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	12	22	55	61

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation a régressé de 10 M\$, ou 5,1 %, pour le trimestre et de 24 M\$, ou 4 %, pour la période de neuf mois. L'augmentation des produits de commissions nets et la forte hausse des volumes associés au solde de la relation globale des clients⁴ ont été plus qu'annulées par le recul des produits d'intérêts nets qu'ont causé les réductions de taux par les banques centrales et par la hausse des coûts associés au maintien de liquidités plus élevées.

L'essor du solde de la relation globale des clients⁴ a été sans précédent⁵. Nous avons élargi l'ensemble de notre clientèle et celle à l'échelle internationale, avons investi dans nos succursales et les technologies numériques et avons offert des produits compétitifs sur le marché. Malgré la conjoncture difficile engendrée par la COVID-19, nous avons continué de servir nos clients et de les soutenir en maintenant nos succursales, nos plateformes numériques et nos centres d'appels pleinement opérationnels et en mettant de l'avant diverses initiatives, dont des options de report des paiements.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est contracté de 10 M\$, ou 45 %, et pour la période de neuf mois, il a fléchi de 6 M\$, ou 9,8 %, en raison de la baisse des produits d'intérêts nets, tel qu'il a été indiqué précédemment, et de l'augmentation des pertes de crédit attendues en raison de l'incidence de la COVID-19, ce qui a été atténué par la diminution des charges d'exploitation et par la hausse des produits de commissions nets.

¹ Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

² Au deuxième trimestre de 2020, nous avons modifié nos secteurs isolables en réaffectant les activités de gestion du bilan du secteur « centre général » aux secteurs d'activité mondiaux de sorte à assurer une corrélation plus étroite entre les produits et charges et les secteurs qui génèrent de telles activités ou qui y ont recours; par conséquent le « centre général » n'est plus considéré comme un secteur d'activité. Tous les chiffres correspondants ont été retraités. Il y a lieu de se reporter à la note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 pour obtenir plus de détails à ce sujet.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre et de la période de neuf mois ont reculé de 17 M\$, ou 13 %, et de 51 M\$, ou 13 %, respectivement, à cause du rétrécissement des écarts qu'ont causé les réductions de taux par les banques centrales et de la hausse des coûts associés au maintien de liquidités plus élevées. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'essor plus prononcé des volumes de prêts et de dépôts.

Les **produits autres que d'intérêts** ont augmenté de 7 M\$, ou 11 %, pour le trimestre et de 27 M\$, ou 14 %, pour la période de neuf mois grâce à la progression des produits de commissions nets tirés des cartes, à la hausse des produits associés à la gestion de la trésorerie, du courtage en ligne ainsi que des fonds sous gestion.

La **variation des pertes de crédit attendues** a représenté des hausses respectives de 2 M\$ et de 12 M\$ des charges pour le trimestre et la période de neuf mois, ce qui provient surtout de la détérioration des scénarios économiques prospectifs en lien avec la COVID-19.

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre et de la période de neuf mois s'est allégé de 2 M\$, ou 1,2%, et de 30 M\$, ou 5,7 %, respectivement, grâce aux initiatives de rationalisation et à une gestion prudente des coûts en réaction à la COVID-19. Ces facteurs ont été annulés en partie par les investissements stratégiques que nous avons faits afin de faire croître nos activités.

Rapport de gestion

- 1 Au deuxième trimestre de 2020, le Groupe HSBC Holdings (le « Groupe HSBC ») a regroupé les Services bancaires de détail et gestion de patrimoine et les Services de banque privée de sorte à former l'une des plus grandes entreprises de gestion de patrimoine au monde, soit Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. En conséquence, le nom de notre secteur d'activité mondial des services bancaires de détail et gestion de patrimoine (« SBDGP ») a été changé pour celui de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP »). La Banque HSBC Canada n'avait pas de secteur d'activité distinct offrant des services de banque privée et c'est pourquoi le changement de structure n'a donné lieu à aucune modification de l'actif, du passif, des produits ou des charges qui, auparavant, étaient attribuables au secteur des SBDGP. Pour plus de détails, il y a lieu de se reporter à la note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020.
- 2 Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent.
- 3 Au deuxième trimestre de 2020, nous avons modifié nos secteurs isolables en réaffectant les activités de gestion du bilan du secteur « centre général » aux secteurs d'activité mondiaux de sorte à assurer une corrélation plus étroite entre les produits et charges et les secteurs qui génèrent de telles activités ou qui y ont recours; par conséquent le « centre général » n'est plus considéré comme un secteur d'activité. Tous les chiffres correspondants ont été retraités. Il y a lieu de se reporter à la note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 pour obtenir plus de détails à ce sujet.
- 4 Le solde de la relation globale des clients se compose des soldes des prêts, des dépôts et des comptes de gestion de patrimoine
- 5 Record pour une période de neuf mois depuis la formation de GPSBP (antérieurement SBDGP) en tant que secteur d'activité mondial distinct en 2011.

Centre général

Le secteur « centre général » englobe les autres transactions qui ne sont pas directement liées à nos secteurs d'activité mondiaux.

Survol de la performance financière^{1, 2}

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2020	30 sept. 2019	30 sept. 2020	30 sept. 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	(14)	(7)	(42)	(20)
Produits autres que d'intérêts	3	5	20	19
Résultat d'exploitation net/(perte)	(11)	(2)	(22)	(1)
Total des charges d'exploitation	(19)	2	(43)	(20)
Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	(30)	—	(65)	(21)

Aperçu

Le résultat d'exploitation net du trimestre et de la période de neuf mois s'est replié de 9 M\$ et 21 M\$, respectivement. Les produits d'intérêts nets ont fléchi puisque les coûts associés aux liquidités ont augmenté. Pour la période de neuf mois, ce facteur a été atténué par la hausse des autres produits d'exploitation provenant d'un profit à l'extinction de la dette associée aux débiteures subordonnées qui ont été rachetées au deuxième trimestre.

Les charges d'exploitation du trimestre et de la période de neuf mois se sont alourdies de 21 M\$ et 23 M\$, respectivement, et ce, essentiellement à cause du calendrier des recouvrements des charges au titre des services partagés et des initiatives de rationalisation de nos fonctions de soutien.

Ces variations ont eu pour conséquence de réduire de 30 M\$ et de 44 M\$ le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat dégagé pour le trimestre et pour la période de neuf mois, respectivement.

- 1 Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent.
- 2 Au deuxième trimestre de 2020, nous avons modifié nos secteurs isolables en réaffectant les activités de gestion du bilan du secteur « centre général » aux secteurs d'activité mondiaux de sorte à assurer une corrélation plus étroite entre les produits et charges et les secteurs qui génèrent de telles activités ou qui y ont recours; par conséquent le « centre général » n'est plus considéré comme un secteur d'activité. Tous les chiffres correspondants ont été retraités. Il y a lieu de se reporter à la note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 pour obtenir plus de détails à ce sujet.

Sommaire de la performance trimestrielle

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le								
	2020				2019				2018
	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Produits d'intérêts nets	244	249	318	313	313	319	323	335	
Produits de commissions nets	172	178	178	179	168	174	156	164	
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	29	47	26	48	36	33	48	26	
Autres éléments de produits	27	28	24	21	17	19	18	40	
Total du résultat d'exploitation	472	502	546	561	534	545	545	565	
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	2	(190)	(140)	(33)	(17)	(40)	12	(19)	
Résultat d'exploitation net	474	312	406	528	517	505	557	546	
Total des charges d'exploitation	(317)	(304)	(327)	(315)	(311)	(337)	(328)	(324)	
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	157	8	79	213	206	168	229	222	
Charge d'impôt sur le résultat	(45)	(3)	(13)	(56)	(56)	(47)	(62)	(65)	
Bénéfice de la période	112	5	66	157	150	121	167	157	
Bénéfice/(perte) attribuable :									
- à l'actionnaire ordinaire	101	(8)	54	144	141	112	158	148	
- au détenteur d'actions privilégiées	11	13	12	13	9	9	9	9	
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)	0,18	(0,01)	0,11	0,29	0,28	0,22	0,32	0,29	

Commentaires sur les tendances des huit derniers trimestres

Les produits d'intérêts nets ont diminué au cours des troisième et deuxième trimestres de 2020 en raison de l'incidence négative des réductions de taux par les banques centrales et du maintien de niveaux plus élevés d'actifs hautement liquides qui génèrent de moins bons rendements. Les activités de gestion du bilan ont accru les produits d'intérêts nets au premier trimestre de 2020. Entre le quatrième trimestre de 2018 et la fin de 2019, les produits d'intérêts nets avaient baissé à cause de la hausse du coût du passif ayant servi à financer l'essor de la moyenne des actifs productifs d'intérêts et du repli des produits générés par les activités de gestion du bilan.

Les produits de commissions nets englobent des produits de diverses sources qui peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre et qui sont touchés par les activités commerciales, le nombre de jours que compte le trimestre et la saisonnalité. Au cours des troisième et deuxième trimestres de 2020 et à cause de la COVID-19, les activités des clients ont ralenti, ce qui a réduit les produits de commissions nets. Outre ce facteur, les commissions de prise ferme, lesquelles sont fonction des transactions, constituent la principale cause de variation d'un trimestre à l'autre. Néanmoins, on note une tendance sous-jacente d'augmentation des commissions tirées des facilités de crédit en lien avec l'accroissement des volumes des acceptations bancaires, des fonds sous gestion et des cartes de crédit.

De par leur nature, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre. Au troisième trimestre de 2020, leur baisse a découlé d'ajustements de crédit et d'ajustements de la juste valeur liés au financement défavorables. Au deuxième trimestre de 2020, leur hausse a résulté des variations favorables des ajustements de crédit et des ajustements de la juste valeur liés au financement, variations qui ont résulté essentiellement de la

contraction des écarts de crédit et du fait que les marchés ont été moins volatils, ainsi que de l'intensification des activités de négociation de la sous-division chargée des taux et de celles de gestion du bilan. Au premier trimestre, les produits nets tirés des instruments financiers se sont affaiblis puisque l'élargissement des écarts de crédit et la volatilité des marchés qu'a engendrée la COVID-19 ont mené à des variations défavorables des évaluations du crédit et du financement. Ce facteur a été atténué par la vigueur des activités de négociation et de vente de l'unité Marchés. Aux troisième et quatrième trimestres de 2019, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction avaient augmenté à cause principalement de l'intensification des activités de négociation de produits à revenu fixe. La baisse enregistrée au deuxième trimestre de 2019 avait découlé surtout du fléchissement des activités de négociation de la sous-division chargée des taux. Les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction avaient augmenté au premier trimestre de 2019 en raison du resserrement des écarts de crédit.

Les autres éléments de produits comprennent les profits et pertes sur la vente de placements financiers, lesquels peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre en raison des activités de gestion du bilan sous-jacentes. Quoi qu'il en soit, les autres éléments de produits ont augmenté au deuxième trimestre de 2020 grâce à un profit lié à l'extinction de la dette associée aux débentures subordonnées qui ont été rachetées. En 2019 et par suite de la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est précisé sous la rubrique du rapport de gestion qui en traite ainsi qu'à la note 32 du *Rapport et états financiers annuels 2019*, les produits réalisés auprès des entités membres du Groupe avaient reculé et les charges d'exploitation avaient enregistré une diminution connexe. En 2018, les autres éléments de produits comprenaient les produits réalisés auprès des entités membres du Groupe.

Au troisième trimestre de 2020, les pertes de crédit attendues ont consisté en une reprise de 2 M\$, soit une baisse significative en regard de celles enregistrées aux deux trimestres précédents du fait de l'amélioration des variables macroéconomiques prospectives, ce qui a été atténué par une augmentation des pertes de valeur liées à des prêts non productifs dans les secteurs de l'énergie, du transport et de la construction. La détérioration des données économiques prospectives en raison de la pandémie de COVID-19 et la fragilisation du secteur de l'énergie à cause essentiellement du recul des prix du pétrole ont accru les charges au titre des pertes de crédit attendues aux premier et deuxième trimestres de 2020. En 2019, les charges au titre des pertes de crédit attendues avaient résulté de la normalisation continue des pertes de crédit, et ce, en raison surtout d'un changement apporté aux prévisions économiques afin de rendre compte du ralentissement de la croissance du PIB en regard d'un an plus tôt. De plus, en 2019, c'est aux deuxième et quatrième trimestres que les pertes de valeur liées aux prêts non productifs des secteurs du commerce de gros et de détail, de l'extraction minière et de l'agriculture avaient été les plus élevées. La reprise constatée au premier trimestre de 2019 avait découlé d'une reprise sur provisions en raison d'une embellie des perspectives de certains clients du secteur des services énergétiques. Une charge de 19 M\$ avait été comptabilisée au quatrième trimestre de 2018 en raison d'une série de faibles charges imputées au portefeuille de prêts non productifs du secteur des Services aux entreprises ainsi que d'une hausse des pertes de crédit attendues sur les prêts productifs de tous les secteurs d'activité mondiaux, ce qui avait découlé des facteurs économiques prospectifs pris en compte à ce moment.

Notre objectif depuis 2018 consiste à faire croître nos activités de sorte à favoriser l'exécution de notre plan stratégique. Nous avons continué de réaliser des investissements stratégiques en ce sens en 2020. Le total des charges d'exploitation a augmenté au troisième trimestre de 2020 en raison des charges au titre des services partagés du Groupe HSBC et des activités de rationalisation de nos fonctions de soutien. Au deuxième trimestre de 2020, ces investissements ont été compensés par une gestion prudente des coûts. En 2019, les sommes ainsi investies avaient été contrebalancées en partie par la baisse de la rémunération et des avantages du personnel ainsi que des charges générales et administratives par suite de la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est précisé sous la rubrique du rapport de gestion qui en traite ainsi qu'à la note 32 du *Rapport et états financiers annuels 2019*.

Survol et perspectives économiques

Les prévisions et projections de la présente rubrique reposent sur l'information et les hypothèses obtenues auprès de sources que nous considérons comme fiables. Si cette information ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les résultats économiques réels pourraient différer significativement des perspectives présentées ci-dessous.

L'économie canadienne a accusé un repli inégalé dans la première moitié de 2020 en raison de l'imposition de mesures sanitaires visant à freiner la propagation de la COVID-19. En conséquence, à la fin du deuxième trimestre, la production économique s'était comprimée de 13,3 % en regard de ce qu'elle avait été dans les derniers mois de 2019.

Les mesures de relance ont favorisé l'amorce d'une reprise

En mai et en juin, mois au cours desquels a débuté la levée des restrictions, la demande refoulée a débouqué et l'activité et l'emploi ont rebondi, et ce, surtout dans les secteurs où il était plus facile de respecter les exigences de distanciation physique, tels ceux de la fabrication et de la construction. Cet élan a permis de freiner la chute de la croissance du PIB au deuxième trimestre et a donné un sérieux coup de pouce à l'activité économique dans la seconde moitié de l'année. Nous pensons que l'économie se contractera de 6,2 % en 2020, ce qui est moindre que ce que nous avons prévu antérieurement.

La forte reprise de l'activité économique qui s'est produite initialement a été stimulée par une intervention rapide et énergique de la part des administrations publiques au Canada, intervention qui a été l'une des plus importantes au sein des pays industrialisés. Des mesures ont ainsi été mises de l'avant tant par les gouvernements fédéral que provinciaux ainsi que par la Banque du Canada et d'autres entités publiques ou privées.

L'un des programmes les plus ambitieux a été celui de la Prestation canadienne d'urgence (« PCU »), lequel versait 500 \$ par semaine aux travailleurs qui avaient perdu leur emploi à cause de la pandémie et a permis d'atténuer le choc de la baisse des revenus du travail. Un autre programme d'envergure a été celui de la Subvention salariale d'urgence du Canada (« SSUC »), programme aux termes duquel une subvention représentant 75 % des salaires a été octroyée aux entreprises afin de les inciter à remettre leurs employés en fonction dès l'assouplissement des restrictions imposées en raison de la pandémie. Nul doute que ces programmes ont favorisé le redémarrage de l'économie.

Nous estimons que le coût du plan d'intervention du gouvernement fédéral a totalisé 272,9 G\$. Si on inclut l'incidence de la pandémie sur les recettes publiques ainsi que les autres mesures d'intervention instaurées plus tôt cette année, le déficit budgétaire fédéral pour l'exercice 2020-2021 devrait atteindre un nouveau sommet, à savoir 388 G\$, ou 18 % du PIB, alors qu'il était de 28,1 G\$ à la fin de 2019. Par conséquent, le ratio de la dette fédérale au PIB devrait se situer à 51,1 % cette année, soit son niveau le plus élevé depuis 1999-2000.

Grâce aux mesures de soutien de l'État, le revenu disponible s'est accru de 10,8 % au deuxième trimestre, la forte hausse des transferts gouvernementaux, dont la PCU, ayant plus qu'annulé le repli de 8,8 % de la rémunération de travail. Parallèlement, en raison du confinement qui a été décrété dans le but de ralentir la propagation de la COVID-19, la consommation des ménages s'est comprimée de 13,7 % au deuxième trimestre. L'écart entre les revenus et les dépenses a favorisé l'augmentation du taux d'épargne, lequel a atteint 28,1 % du revenu disponible, ce qui ne s'était jamais vu. Ainsi, lorsque le déconfinement a débuté, les ménages jouissaient de bonnes ressources financières.

Le marché de l'habitation témoigne également de la vigueur de la reprise économique initiale puisque malgré la dégradation de celui de l'emploi, les ventes et les prix des maisons ont augmenté. Deux facteurs ont soutenu le marché de l'habitation. Premièrement, la Banque du Canada a abaissé son taux directeur à sa valeur plancher, soit 0,25 %. Deuxièmement, de nombreux débiteurs hypothécaires ont pu se prévaloir d'options de report de paiement auprès de leur institution prêteuse. L'Association des banquiers canadiens a indiqué que jusqu'à 15 % des quelque

4 millions d'emprunts hypothécaires en cours avaient, à un moment ou à un autre, fait l'objet d'un tel report. Par conséquent, les ménages qui auraient pu éprouver de graves difficultés financières en raison de la pandémie ont bénéficié d'un sursis. Ainsi, la PCU a soutenu le niveau de revenus de plusieurs ménages et les reports de paiements liés au crédit ont réduit certaines de leurs dépenses courantes.

Plusieurs défis se profilent à l'horizon

La voie de la relance économique est jonchée de plusieurs grands défis. Premièrement, une flambée des infections à la COVID-19 pourrait ralentir le rythme de réouverture, voire exiger des confinements ciblés en fonction des risques. Deuxièmement, même si plus de deux millions d'emplois perdus ont été récupérés, la reprise du marché du travail est inégale, les femmes, les jeunes et les membres des minorités ethniques faisant toujours les frais de la crise sanitaire. Également, le nombre de travailleurs à faible salaire demeure largement inférieur à ce qu'il était avant la pandémie alors que celui des travailleurs gagnant un salaire plus élevé s'est accru de plus de 6 %.

Puisque certains secteurs aux prises avec des mesures de distanciation physique encore plus strictes ralentissent la reprise et comme les risques que pose la COVID-19 sont toujours présents, nous prévoyons que le rythme de la création d'emplois sera plus modéré dans l'avenir. Restaurer le prochain million d'emplois sera plus difficile que ce fut le cas pour les deux premiers, ce qui fait que le niveau de chômage, ou du sous-emploi, demeurera supérieur à ce qu'il était avant la pandémie.

En outre, l'inégalité de la performance d'un secteur et d'une cohorte démographique à l'autre laisse présager que certains défis structurels menaceront la croissance économique dans les trimestres à venir. C'est pourquoi, lors du récent discours du Trône, le gouvernement fédéral a confirmé qu'il continuerait de soutenir fortement l'économie puisque « l'heure n'est pas à l'austérité ». Les taux d'intérêt demeurant bas, le gouvernement fédéral entend « rebâtir en mieux » par voie d'investissements ciblés visant à renforcer la classe moyenne, à accroître la résilience et à générer de la croissance par voie du maintien du faible coût des emprunts.

Concurremment, même si certains secteurs ont toujours besoin d'un soutien de la part de l'État, certaines mesures d'intervention instaurées en réaction à la pandémie sont abolies progressivement ou sont adaptées en fonction de l'évolution des enjeux. Par exemple, les programmes de report de paiements hypothécaires ou de ceux liés au crédit sont en voie de prendre fin. Même si la plupart des débiteurs hypothécaires devraient être en mesure de recommencer à faire leurs paiements réguliers et de rattraper ceux qu'ils ont reportés, certains y parviendront difficilement. Le programme de la PCU ayant pris fin le 27 septembre dernier, les travailleurs toujours au chômage en raison de la pandémie passeront à un nouveau programme, soit celui de Prestation canadienne de la relance économique, lequel sera offert dans le cadre du régime d'assurance-emploi.

De plus, plusieurs bénéficiaires de la PCU pourraient se retrouver aux prises avec un fardeau fiscal plus lourd. Aucun impôt n'était prélevé sur la PCU, mais les montants des prestations touchées devront être inclus dans le revenu imposable d'un particulier pour 2020. Ainsi, dans un contexte où les perspectives économiques demeurent incertaines, plusieurs ménages pourraient être

confrontés à de plus grands défis financiers, et ce, même si l'économie semble prendre du mieux.

Nous prévoyons une résurgence des tensions sur les finances des ménages, ce qui pourrait mener à une augmentation du nombre de consommateurs cherchant à se protéger de l'insolvabilité, voire même à une hausse des prêts hypothécaires en souffrance jusqu'à la fin de 2021. C'est pourquoi nous pensons que le rythme de l'essor des dépenses de consommation sera plus modéré tout au long de 2021. Ces déséquilibres et défis devraient restreindre à 4,5 % en 2021 et à 2,6 % en 2022 les taux de croissance du PIB.

Hausse des niveaux d'endettement

Compte tenu du déclin abrupt de l'activité économique et afin de financer leurs initiatives d'intervention, les gouvernements de tout palier ont creusé leur déficit, ce qui a mené à une forte hausse des emprunts tant fédéraux que provinciaux. Dans la première moitié de 2020, l'encours des titres d'emprunt de l'État a monté de 515 G\$, et 73 % de cette hausse est survenue au palier fédéral puisque c'est le gouvernement du Canada qui a assumé le poids des mesures budgétaires prises en réaction à la pandémie. Au total, l'endettement de ce gouvernement devrait représenter plus de 100 % du PIB en 2020.

L'augmentation marquée des dettes publiques survient à un moment où les ménages et les sociétés non financières sont eux aussi lourdement endettés. Dans l'ensemble, nous estimons que le ratio de la dette de ces dernières au PIB canadien a atteint 343 % au deuxième trimestre, contre 302 % à la fin de 2019. En comparaison, au Japon, qui est la nation industrielle la plus endettée, ce ratio était de 350 % à la fin de 2019.

En ce qui concerne l'avenir et même si nous croyons que les taux d'intérêt demeureront faibles, la gestion de niveaux d'endettement élevés risque de faire pression sur les gouvernements qui pourraient devoir réduire leurs dépenses ou hausser les impôts. L'adhésion de l'État à des politiques visant à stimuler la croissance pourrait alléger certaines de ces tensions. Par exemple, plusieurs entreprises canadiennes ont effectué des investissements en informatique et autres technologies afin d'accroître leurs ventes en ligne. Un soutien de l'État pour de tels investissements pourrait aider l'économie à relever les défis que pose la COVID-19 et stimuler l'essor de la productivité.

Examen du mandat de la Banque du Canada

La Banque du Canada et le gouvernement fédéral vont, en 2021, convenir d'un nouveau mandat quinquennal pour celle-ci. Il est important de noter qu'en dépit d'une telle entente, la Banque du Canada demeurera indépendante de ce gouvernement. Ainsi, mêmes si les décisions concernant la politique monétaire pourraient compléter la politique budgétaire, le gouverneur de cette institution, M. Tiff Macklem, a déclaré à maintes reprises que celle-ci fonde ses décisions sur ce qui est nécessaire pour ramener l'inflation à son taux cible et l'économie à sa pleine capacité.

Globalement, nous nous attendons au maintien de la cible d'inflation, soit 2 %, ce qui pourrait peut-être s'arrimer à une plus grande souplesse et à surveillance plus étroite de l'état du marché du travail, même si nous ne croyons pas que la Banque du Canada instaurera un taux de chômage cible.

Le taux directeur est à sa valeur plancher, à savoir 0,25 %. Nous ne pensons pas qu'il tombera en territoire négatif, mais bien qu'il demeurera à 0,25 % en 2021 et 2022. La Banque du Canada se

servira alors de son programme d'assouplissement quantitatif pour ajuster ses mesures de détention monétaire. Pour le moment, elle a promis d'acquiescer au moins 5 G\$ d'obligations du gouvernement du Canada par semaine jusqu'à ce que la reprise économique soit « bien engagée ».

Faits nouveaux en matière de réglementation

À l'instar de toutes les institutions financières canadiennes, nous sommes confrontés à des changements de réglementation qui se succèdent à un rythme croissant. Un sommaire des principaux changements de réglementation susceptibles d'influer sur nos résultats ou nos activités est présenté à la rubrique « Faits nouveaux en matière de réglementation » de notre *Rapport et états financiers annuels 2019*. En raison de la pandémie de COVID-19, plusieurs faits nouveaux en matière de réglementation se sont produits au premier semestre de 2020, lesquels sont décrits aux rubriques qui en traitent dans notre *Rapport intermédiaire du premier trimestre de 2020* ainsi que dans notre *Rapport intermédiaire du deuxième trimestre de 2020*. Ce qui suit résume certains des principaux changements de nature réglementaire qui ont été annoncés au troisième trimestre de 2020 et qui pourraient se répercuter sur nos résultats ou nos activités.

Maintien de l'intervention réglementaire en réaction à la COVID-19

Au troisième trimestre de 2020, le gouvernement fédéral et les organismes de réglementation des institutions financières ont graduellement remis en avant-plan certaines des priorités qu'ils avaient établies avant la pandémie de COVID-19, et ce, même si celle-ci demeure pour eux une préoccupation majeure.

Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF »)

Le 31 août 2020, le BSIF a annoncé qu'il abolirait progressivement le régime spécial au regard des exigences de fonds propres visant les reports de paiement de prêts dont les banques pouvaient se prévaloir depuis le début de la crise sanitaire, y apportant ainsi les révisions suivantes : i) Les prêts pour lesquels un report de paiement a été accordé avant le 31 août continueront d'être traités comme des prêts productifs en vertu de la ligne directrice *Normes de fonds propres* jusqu'à la fin du report et pour une durée maximale de six mois civils à compter de la date d'entrée en vigueur de celui-ci; ii) Les prêts pour lesquels un report de paiement est accordé pour la première fois après le 30 août et au plus tard le 30 septembre seront traités comme des prêts productifs en vertu de cette ligne directrice jusqu'à la fin du report et pour une durée maximale de trois mois civils à compter de la date d'approbation de celui-ci; et iii) Les prêts pour lesquels un report de paiement sera approuvé après le 30 septembre 2020 ne seront pas admissibles au régime spécial précité.

Faisant suite à la déclaration qu'il a émise le 13 juillet 2020 et annonçant son intention de reprendre les travaux d'élaboration de politiques en collaboration avec le secteur financier, le BSIF a affiché sur son site Web, le 28 septembre 2020, ses plans d'élaboration de politiques pour les prochains trimestres, plans qui portent plus précisément sur la gestion du risque, la

conformité, les fonds propres et la comptabilité. En ce qui concerne les fonds propres des institutions de dépôt, le BSIF a annoncé le calendrier suivant :

- Du quatrième trimestre de 2020 au deuxième trimestre de 2021 : Cadre de comptabilisation des pertes de crédit attendues à des fins d'inclusion dans sa ligne directrice *Normes de fonds propres*, soit l'exploration des répercussions du cadre de comptabilisation des pertes de crédit attendues et de l'interaction avec les fonds propres réglementaires des institutions de dépôt.
- Premier trimestre de 2021 : Mise en œuvre au pays des réformes de Bâle III, ce qui signifie énoncer d'éventuels changements concernant le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque de marché, le plancher de fonds propres, le ratio de levier et la définition des fonds propres ainsi que les exigences de communication en vertu du troisième pilier. Les travaux porteront également sur la proportionnalité des exigences visant les petites et moyennes institutions de dépôt, lesquelles s'appliquent principalement aux banques de plus petite taille. Nous devons alors en évaluer les répercussions à la lumière des exigences définitives.

Nous nous attendons à ce que les attentes du BSIF quant à une gestion prudente des fonds propres continuent d'évoluer, et nous surveillerons de près tout changement pouvant y être apporté.

Gouvernement du Canada

Au troisième trimestre, le gouvernement du Canada a annoncé l'élargissement du Programme de crédit aux entreprises (« PCE ») qui est offert en collaboration avec Exportation et développement Canada (« EDC ») afin d'y inclure des mécanismes de soutien destinés aux moyennes et grandes entreprises touchées par la pandémie de COVID-19. Ce programme offre aux banques une garantie de notation AAA de l'EDC eu égard aux nouveaux prêts d'un montant variant de 12,5 M\$ à 80 M\$ qu'elles accordent, et ce sont les entreprises canadiennes qui ont besoin de crédit supplémentaire pour financer leurs coûts de fonctionnement qui peuvent en bénéficier. Au début d'octobre, la HSBC a commencé à mettre le programme ainsi élargi à la disposition de ses clients.

Le programme de la Prestation canadienne d'urgence (« PCU ») ayant pris fin le 27 septembre dernier, le gouvernement a instauré un régime d'assurance-emploi simplifié afin d'offrir un soutien au revenu à tous les travailleurs privés d'emploi qui y sont admissibles. À ces mesures s'ajoute la Prestation canadienne de la relance économique (« PCRE »), laquelle est administrée par l'Agence du revenu du Canada et fournit 500 \$ par semaine pendant au plus 26 semaines aux travailleurs qui ont cessé de travailler ou qui ont vu leur revenu d'emploi ou de travailleur autonome diminuer d'au moins 50 % en raison de la COVID-19 et qui ne sont pas admissibles aux prestations d'assurance-emploi. Les particuliers peuvent faire une demande de PCRE depuis le 12 octobre.

La HSBC continue de participer activement à plusieurs programmes d'octroi de prêts et de financement d'urgence du gouvernement fédéral et d'aider ses clients autant qu'elle le peut.

Autres organismes de réglementation et administrations publiques

Comme les programmes d'urgence en réaction à la COVID-19 et les ajustements qui y ont apportés ont, pour l'essentiel, été instaurés, des organismes de réglementation et administrations publiques ont mis de l'avant plusieurs grands projets de consultation.

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (« ACVM ») ont amorcé une consultation au sujet du cadre réglementaire des organismes d'autorégulation (« OAR »), sollicitant des commentaires sur les avantages et les défis associés à celui qui régit actuellement les deux OAR. Leur fusion en un seul organisme pourrait avoir comme conséquence la centralisation des opérations et le regroupement du personnel responsable de la conformité et de la supervision pour ce qui est de certains services.

Le Groupe de travail sur la modernisation relative aux marchés financiers qu'a mis sur pied le gouvernement de l'Ontario a publié un rapport de consultation, sollicitant une rétroaction sur la façon d'améliorer les marchés financiers ontariens une fois la pandémie terminée, ce qui inclut la simplification de la structure et du cadre de gouvernance réglementaire, l'allègement du fardeau réglementaire, l'amélioration de la protection des investisseurs et la mise au point d'outils pouvant stimuler la concurrence entre les participants aux marchés. Le dernier examen des marchés financiers de l'Ontario avait eu lieu en 2003. Après la période de présentation des commentaires, ce groupe de travail dressera sa liste finale de recommandations à l'intention du ministre des Finances de la province.

Nous demeurerons à l'affût de tout changement réglementaire apporté par suite de cette consultation et instaurerons les changements opérationnels que pourrait nécessiter la conformité à de nouvelles exigences.

Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (« CBCB »)

Le 8 juillet 2020, le CBCB a publié sa norme révisée définitive sur le cadre de rajustement de la valeur de crédit (« RVC »), laquelle remplace la version antérieure de la norme qui avait été publiée en décembre 2017. Les révisions comportent notamment des pondérations des risques recalibrées ainsi que la révision globale du RVC selon l'approche standard et selon l'approche indicateur de base. Pour la banque, l'application de la norme sera fonction de la façon dont le BSIF instaurera le cadre ainsi révisé, parallèlement à ses mesures conformes aux réformes de Bâle III.

Questions comptables

Les résultats de la banque sont sensibles aux méthodes comptables qui sous-tendent l'établissement de ses états financiers consolidés. La note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2019* présente un résumé de ses principales méthodes comptables.

La préparation de l'information financière exige de faire des estimations et de poser des jugements. La direction est d'avis que les estimations comptables et jugements critiques de la banque sont ceux qui ont trait aux pertes de crédit attendues, à l'évaluation des instruments financiers, à l'impôt sur le résultat et aux actifs d'impôt différé ainsi qu'aux obligations au titre des prestations définies. Dans la période à l'étude, aucun changement n'a été apporté aux estimations comptables et jugements critiques formulés en 2019, lesquels sont décrits aux pages 27, 28 et 72 du *Rapport et états financiers annuels 2019*. Cependant et tel qu'il est indiqué à la rubrique « Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA », page 25, le degré d'incertitude quant aux estimations et les jugements requis pour calculer les pertes de crédit attendues (« PCA ») ont augmenté depuis le 31 décembre 2019 en raison des conséquences économiques de la pandémie de COVID-19.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre de nos activités bancaires, nous participons à diverses transactions financières hors bilan qui ont une incidence financière, mais qui ne sont pas comptabilisées dans nos états financiers. Ce genre d'arrangement comporte un risque éventuel et peut, en certaines circonstances, se traduire par un passif d'un montant supérieur à celui inscrit à notre bilan consolidé. Ces arrangements comprennent les garanties et les lettres de crédit et sont décrits à la rubrique « Arrangements hors bilan » du *Rapport et états financiers annuels 2019*.

Instruments financiers

Étant donné la nature des activités de la banque, les instruments financiers composent une bonne partie de son bilan. La banque peut en tirer des profits de négociation, des intérêts et des produits de commissions. Les instruments financiers comprennent notamment la trésorerie, les comptes des clients, les titres, les prêts, les acceptations, les dérivés utilisés à des fins de couverture ou détenus à des fins de transaction, les mises en pension, les passifs de titrisation et les créances subordonnées. Nous utilisons des instruments financiers aux fins de nos activités de négociation et de celles autres que de négociation. Ces dernières comprennent les prêts, les placements, les activités de couverture et celles de gestion du bilan. Les activités de négociation comprennent l'achat et la vente de titres et la négociation de dérivés et d'instruments de change pour faciliter les opérations des clients et fournir des liquidités et, dans une moindre mesure, les activités de tenue de marché.

La comptabilisation des instruments financiers, qui fait appel au jugement, est effectuée selon le classement de ceux-ci. On trouve une description détaillée du classement et de l'évaluation des instruments financiers à la note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2019*.

Il est possible que l'utilisation d'instruments financiers expose la banque à des risques de marché, de crédit ou de liquidité, ou encore qu'elle la protège contre ceux-ci. Une description détaillée de la façon dont la banque gère ces risques est présentée à la rubrique « Risques » du *Rapport et états financiers annuels 2019*.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

La chef de la direction et le chef des finances de la banque ont signé des attestations concernant la pertinence de l'information financière présentée dans les documents intermédiaires déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 ci-joints, et c'est à eux que revient la responsabilité de la conception et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière, lesquels visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière produite conformément aux IFRS. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.

Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des transactions avec d'autres sociétés affiliées de la HSBC, dont celles visant la prestation de services bancaires ou opérationnels ainsi que l'octroi de prêts à court terme. Plus particulièrement, comme la banque fait partie de l'un des plus importants établissements de services financiers au monde, elle profite de l'expertise et des économies d'échelle que procure le Groupe HSBC. La banque fournit et obtient des services ou conclut des transactions avec diverses autres entreprises du Groupe HSBC, ce qui inclut la prise en charge d'une partie des coûts de développement des plateformes technologiques qui sont utilisées partout dans le monde, et elle tire parti de contrats mondiaux pour la publicité, la recherche marketing, la formation et d'autres fonctions d'exploitation.

Ces transactions avec des parties liées sont assorties de modalités conformes à celles offertes à des parties non liées et font l'objet de processus d'autorisation officielle. Il y a lieu de se reporter à la note 29 du *Rapport et états financiers annuels 2019* pour obtenir des détails à ce sujet.

Le 30 mars 2020, la banque a émis à HSBC Overseas Holdings (UK) Limited 50 000 000 d'actions ordinaires supplémentaires. La rubrique « Actions en circulation et dividendes » du présent rapport de gestion donne plus d'informations à ce sujet.

Le 30 juin 2020, le porteur des actions privilégiées, série G, soit HSBC Overseas Holdings (UK) Limited, a exercé son option de convertir celles-ci en actions privilégiées, série H, conformément à leurs modalités.

En tant que filiale en propriété exclusive, toutes nos actions ordinaires sont indirectement détenues par HSBC Holdings.

Risques

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du *Rapport et états financiers annuels 2019* pour une description de la façon dont la banque gère les risques à tous les échelons de l'organisation et pour tous les types de risques, rubrique qui indique les principes, politiques et pratiques clés dont nous nous servons pour gérer les risques importants, et ce, qu'ils soient financiers ou ne le soient pas.

Comme pour plusieurs autres organisations, la COVID-19 influe sur nos activités, notre personnel, nos clients et nos fournisseurs. Son incidence est résumée à la rubrique « Répercussions de la COVID-19 et notre réaction » du présent rapport de gestion, à la page 4, ainsi que dans les sections qui en traitent.

Risque de crédit

	Page
Options d'allègement de paiement	22
Sommaire du risque de crédit	23
Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA	25
Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières	28
Qualité de crédit des instruments financiers	29
Prêts de gros	32
Prêts personnels	35
Prêts douteux	37

Le risque de crédit représente le risque de subir une perte financière si un client ou une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations contractuelles. Il se présente surtout dans les domaines des prêts directs, du financement du commerce international et des activités de crédit-bail, mais il découle aussi de certains autres produits comme les garanties et les dérivés de crédit.

Au cours de l'exercice, en raison des conditions uniques des marchés liées à la crise de la COVID-19, nous avons élargi nos pratiques opérationnelles afin d'offrir du soutien à nos clients dans le cadre des politiques actuelles, comme l'application d'options d'allègement des paiements décrits ci-dessous. Nos méthodes du risque de crédit n'ont fait l'objet d'aucun changement important.

La rubrique « Gestion du risque de crédit » débutant à la page 35 du *Rapport et états financiers annuels 2019* renferme un sommaire de nos méthodes et pratiques actuelles de gestion du risque de crédit.

Options d'allègement des paiements

En réaction à la COVID-19, nous continuons de travailler auprès de nos clients de gros et de détail qui pourraient avoir besoin de soutien supplémentaire pour gérer le cycle de leur fonds de roulement, leur chaîne d'approvisionnement ou d'autres risques ou pour qui une plus grande souplesse dans la gestion de leurs prêts serait bienvenue.

Nous offrons aux clients touchés par la crise des solutions souples, comme le report des paiements hypothécaires et un allègement sur d'autres produits de crédit. Ces options de répit financier permettent à nos clients de cesser temporairement d'effectuer leurs paiements réguliers.

Dans le cas des contrats qui sont modifiés, nous avons procédé à une évaluation afin de tenir compte de tous les renseignements raisonnables et probants au niveau individuel ou collectif, notre objectif étant d'identifier les clients les plus vulnérables, à long terme, aux conséquences économiques, ce qui pourrait se traduire par une forte hausse du risque de crédit. Aux fins du calcul des PCA, les reports de paiement ne sont pas considérés comme causant automatiquement une forte hausse du risque de crédit ou le transfert des prêts concernés dans ceux des stades 2 ou 3, toutes choses étant égales par ailleurs.

Cette évaluation a pris en compte non seulement les mesures de répit utilisées, le cas échéant, mais aussi les autres informations raisonnables et probantes que nous avons au sujet du risque de défaillance sur la durée de vie des prêts.

Le tableau suivant présente, au 30 septembre 2020, le nombre de comptes à l'égard desquels la banque a octroyé des options d'allègement des paiements ainsi que l'encours des prêts qui y ont été prélevés.

		Au	
		30 sept. 2020	30 juin 2020
Prêts personnels			
Nombre de comptes de prêts hypothécaires résidentiels et de marges de crédit sur l'avoir propre bénéficiant d'options d'allègement de paiement	En milliers	4	5
Encours des comptes de prêts hypothécaires résidentiels et de marges de crédit sur l'avoir propre bénéficiant d'options d'allègement de paiement	M\$	2 174	2 467
Total de l'encours des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur l'avoir propre	M\$	29 050	28 491
Options d'allègement de paiement en pourcentage du total des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur l'avoir propre	%	7,5	8,7
Nombre d'autres comptes de prêts personnels bénéficiant d'options d'allègement de paiement	En milliers	1	1
Encours des autres comptes de prêts personnels bénéficiant d'options d'allègement de paiement	M\$	11	27
Total de l'encours des autres prêts personnels	M\$	1 780	1 408
Options d'allègement de paiement en pourcentage du total des autres prêts personnels	%	0,6	1,9
Prêts de gros			
Nombre de comptes bénéficiant d'options d'allègement de paiement	En milliers	1	2
Encours des comptes de prêts bénéficiant d'options d'allègement de paiement	M\$	1 058	2 430
Total de l'encours des prêts de gros	M\$	31 481	32 850
Options d'allègement de paiement en pourcentage du total des prêts de gros	%	3,4	7,4

Sommaire du risque de crédit

L'information qui suit présente la valeur comptable brute/valeur nominale des instruments financiers auxquels s'appliquent les exigences de dépréciation d'IFRS 9 ainsi que la correction de valeur pour PCA connexe.

Au 30 septembre 2020, la correction de valeur pour PCA comprenait un montant de 522 M\$ relatif aux actifs détenus au coût amorti, un montant de 47 M\$ relatif aux engagements de prêts et aux garanties financières, un autre de 2 M\$ ayant trait aux instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et enfin une somme de 9 M\$ au titre des contrats de garantie de bonne exécution.

Sommaire des instruments financiers soumis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9*

	Notes	Au			
		30 sept. 2020		31 déc. 2019	
		Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts et avances à des clients au coût amorti		62 311	(485)	62 164	(242)
– particuliers		30 830	(79)	29 192	(60)
– grandes sociétés et entreprises		31 481	(406)	32 972	(182)
Prêts et avances à des banques au coût amorti		1 022	–	1 169	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti		31 637	(37)	11 662	(30)
– trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales		17 159	–	54	–
– effets en cours de compensation auprès d'autres banques		23	–	15	–
– prises en pension à des fins autres que de transaction		8 277	–	6 269	–
– engagements de clients en contrepartie d'acceptations		3 640	(16)	3 505	(5)
– autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir	1	2 538	(21)	1 819	(25)
Total de la valeur comptable brute, montant constaté au bilan		94 970	(522)	74 995	(272)
Prêts et autres engagements relatifs au crédit		45 289	(44)	42 700	(22)
– particuliers		8 078	(2)	7 444	(1)
– grandes sociétés et entreprises		37 211	(42)	35 256	(21)
Garanties financières	2	1 949	(3)	2 124	(2)
– particuliers		8	–	7	–
– grandes sociétés et entreprises		1 941	(3)	2 117	(2)
Total de la valeur nominale, montant hors bilan	3	47 238	(47)	44 824	(24)
		Juste valeur	Correction de valeur pour PCA	Juste valeur	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4	20 147	(2)	23 625	(1)

1 N'incluent que les instruments financiers qui sont assujettis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9. Les autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir, tels qu'ils sont présentés au bilan consolidé, comprennent tant les actifs financiers que les actifs non financiers.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

3 Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

4 Les instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global continuent d'être évalués à la juste valeur, la correction de valeur pour PCA étant traitée en tant qu'élément pour mémoire. La variation des PCA est comptabilisée dans l'état du résultat net en tant que variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit.

Le tableau qui suit donne un aperçu du risque de crédit de la banque, par stade et par secteur, ainsi que de la couverture des PCA associée. Les actifs financiers comptabilisés pour chaque stade sont assortis des caractéristiques suivantes :

Stade 1 : non dépréciés, sans hausse significative du risque de crédit et pour lesquels une correction de valeur pour PCA sur 12 mois est comptabilisée.

Stade 2 : hausse significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Stade 3 : indications objectives de dépréciation, par conséquent, considérés comme en défaillance ou autrement dépréciés et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Sommaire du risque de crédit (compte non tenu des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) par stade et couverture des PCA*

	Valeur comptable brute/valeur nominale ¹				Correction de valeur pour PCA				% de couverture des PCA			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	%	%	%	%
Prêts et avances à des clients au coût amorti	51 176	10 692	443	62 311	(54)	(221)	(210)	(485)	0,1	2,1	47,4	0,8
– particuliers	29 131	1 602	97	30 830	(17)	(45)	(17)	(79)	0,1	2,8	17,5	0,3
– grandes sociétés et entreprises	22 045	9 090	346	31 481	(37)	(176)	(193)	(406)	0,2	1,9	55,8	1,3
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 022	–	–	1 022	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	30 745	871	21	31 637	(4)	(12)	(21)	(37)	–	1,4	100,0	0,1
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	35 547	9 662	80	45 289	(10)	(34)	–	(44)	–	0,4	–	0,1
– particuliers	7 850	214	14	8 078	(1)	(1)	–	(2)	–	0,5	–	–
– grandes sociétés et entreprises	27 697	9 448	66	37 211	(9)	(33)	–	(42)	–	0,3	–	0,1
Garanties financières ²	1 685	264	–	1 949	(1)	(2)	–	(3)	0,1	0,8	–	0,2
– particuliers	6	2	–	8	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	1 679	262	–	1 941	(1)	(2)	–	(3)	0,1	0,8	–	0,2
Au 30 sept. 2020	120 175	21 489	544	142 208	(69)	(269)	(231)	(569)	0,1	1,3	42,5	0,4

Prêts et avances à des clients au coût amorti	57 168	4 662	334	62 164	(40)	(85)	(117)	(242)	0,1	1,8	35,0	0,4
– particuliers	28 536	569	87	29 192	(14)	(31)	(15)	(60)	–	5,4	17,2	0,2
– grandes sociétés et entreprises	28 632	4 093	247	32 972	(26)	(54)	(102)	(182)	0,1	1,3	41,3	0,6
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 169	–	–	1 169	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	11 305	331	26	11 662	(2)	(3)	(25)	(30)	–	0,9	96,2	0,3
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	38 620	4 014	66	42 700	(6)	(15)	(1)	(22)	–	0,4	1,5	0,1
– particuliers	7 268	164	12	7 444	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	31 352	3 850	54	35 256	(5)	(15)	(1)	(21)	–	0,4	1,9	0,1
Garanties financières ²	1 921	201	2	2 124	(1)	(1)	–	(2)	0,1	0,5	–	0,1
– particuliers	6	1	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	1 915	200	2	2 117	(1)	(1)	–	(2)	0,1	0,5	–	0,1
Au 31 déc. 2019	110 183	9 208	428	119 819	(49)	(104)	(143)	(296)	–	1,1	33,4	0,2

¹ Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

² Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA*

La comptabilisation et l'évaluation des PCA exigent de poser des jugements importants et de faire de nombreuses estimations. Nous élaborons plusieurs scénarios économiques en nous fondant sur les prévisions économiques, nous appliquons les hypothèses qui s'en dégagent aux modèles portant sur le risque de crédit pour estimer les pertes de crédit futures et nous faisons une pondération probabiliste des résultats afin d'en arriver à une estimation objective des PCA.

Méthodologie

En ce qui concerne l'adoption et la formulation de scénarios économiques, notre méthodologie est décrite à la page 40 du *Rapport et états financiers annuels 2019*.

Hormis les améliorations effectuées afin d'évaluer l'incidence de la COVID-19, aucune modification n'a été apportée à cette méthodologie en 2020.

Description des scénarios économiques

Le tableau ci-après indique les principales variables macroéconomiques et les probabilités attribuées aux scénarios économiques consensuels ainsi qu'aux autres scénarios.

Scénarios économiques^{1,2}

	Scénario optimiste consensuel	Scénario central consensuel	Scénario pessimiste de la direction	Scénario pessimiste de rechange
Croissance du PIB (%)				
Taux de croissance annuel moyen : 2020	(6,7)	(6,8)	(7,7)	(8,7)
Taux de croissance annuel moyen : 2021	5,6	5,0	(2,0)	(9,1)
Taux de croissance moyen : T1 2022 – T3 2025	2,5	2,3	3,0	3,9
Pire trimestre : T4 2020 – T3 2022	(5,9) (T4 20)	(6,2) (T4 20)	(10,0) (T4 20)	(14,3) (T2 21)
Taux de chômage (%)				
Taux annuel moyen : 2020	9,8	9,9	10,4	11,0
Taux annuel moyen : 2021	7,5	8,2	10,0	11,9
Taux moyen : T1 2022 – T3 2025	6,5	6,6	8,7	10,8
Pire trimestre : T4 2020 – T3 2022	9,4 (T4 20)	9,5 (T4 20)	11,8 (T4 20)	14,1 (T4 20)
Indice de prix des logements (%)				
Taux d'augmentation annuel moyen : 2020	4,2	4,0	1,2	(1,6)
Taux d'augmentation annuel moyen : 2021	2,6	(2,7)	(11,2)	(19,8)
Taux d'augmentation moyen : T1 2022 – T3 2025	6,4	3,8	3,8	3,9
Pire trimestre : T4 2020 – T3 2022	(0,7) (T1 21)	(4,2) (T2 21)	(15,9) (T2 21)	(27,6) (T2 21)
Prix du pétrole Brent (\$US le baril)				
Prix annuel moyen : 2020	45,5	42,0	38,8	35,6
Prix annuel moyen : 2021	81,0	47,8	31,4	14,9
Prix moyen : T1 2022 – T3 2025	59,9	50,8	41,5	32,2
Pire trimestre : T4 2020 – T3 2022	56,8 (T4 20)	47,2 (T4 20)	29,8 (T1 21)	14,3 (T1 21)
Probabilité (%)				
	15	70	12	3

1 Les scénarios économiques sont fondés sur les moyennes de la période allant du T4 2020 au T3 2025.

2 La mise à jour trimestrielle des scénarios économiques consensuels a eu une incidence négligeable pour la période correspondante.

Scénario pessimiste de la direction

Au cours du troisième trimestre, le scénario pessimiste consensuel a été remplacé par un scénario pessimiste de la direction afin de rendre compte de la façon dont celle-ci perçoit la dispersion des risques. La direction était d'avis que ce scénario reflétait mieux les risques se situant entre ceux du scénario central et ceux du scénario pessimiste de rechange. Un taux de probabilité de 12 % a été attribué à ce scénario.

Scénario pessimiste de rechange

Au cours du deuxième trimestre, un scénario pessimiste de rechange avait été élaboré afin de rendre compte de la perception de la direction eu égard aux risques extrêmes. Dans ce scénario dit en « U », il est présumé que plusieurs des principaux risques de la banque se matérialisent simultanément et qu'il se produit une récession extrêmement profonde et prolongée. Un taux de probabilité de 3 % a été attribué à ce scénario.

Estimations comptables et jugements critiques

Tel qu'il est indiqué à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » figurant dans le *Rapport et états financiers annuels 2019*, le calcul des PCA en vertu d'IFRS 9 exige de nombreux jugements, hypothèses et estimations. Le degré d'incertitude quant aux estimations et les jugements requis pour calculer les pertes de crédit attendues ont augmenté depuis le 31 décembre 2019 en raison des conséquences économiques de la pandémie de COVID-19, ce qui englobe des jugements significatifs concernant :

- la sélection et la pondération de scénarios économiques, vu l'impossibilité de prédire le moment ou l'incidence de la propagation du virus, son traitement et son endiguement, de même que la conjoncture évoluant à un rythme sans précédent, laquelle pourrait être intensifiée par toutes mesures de restrictions quant aux échanges économiques et aux déplacements à l'échelle mondiale, l'incertitude des résultats des mesures de soutien des gouvernements et des banques centrales visant à atténuer les conséquences néfastes sur

l'économie et l'élargissement de la distribution des prévisions économiques. Déterminer s'il est plus probable que l'incidence économique de la pandémie soit temporaire ou prolongée ainsi que le rythme de la reprise constituent les jugements les plus importants;

- l'estimation des répercussions économiques des scénarios sur les PCA, lorsqu'il n'existe aucune tendance historique observable pouvant être intégrée aux modèles afin de refléter avec précision la gravité et la rapidité des changements économiques associés à la COVID-19. Les hypothèses modélisées et les liens entre les facteurs économiques et les pertes de crédit peuvent sous-estimer ou surestimer les PCA dans ces circonstances, et il existe une incertitude importante quant à l'estimation de certains paramètres, tels que les valeurs des garanties et l'ampleur des pertes; et
- l'identification des clients à l'égard desquels le risque de crédit et la détérioration du crédit ont fortement augmenté, soit surtout ceux qui ont obtenu des reports de paiement et d'autres mesures d'allègement visant à résoudre leurs problèmes de liquidité à court terme ou qui ont reconduit ces reports, les renseignements de crédit concernant ces clients étant limités. L'utilisation de techniques de segmentation pour les indicateurs signalant des augmentations significatives du risque de crédit met en jeu une incertitude importante relative aux estimations.

Rôle des scénarios économiques dans le calcul des PCA

Les méthodes utilisées pour appliquer des données économiques prospectives au calcul des PCA liées aux prêts de gros, aux prêts personnels et aux portefeuilles sont décrites à la page 41 du *Rapport et états financiers annuels 2019*. Les modèles employés sont fondés en grande partie sur des observations historiques et des corrélations avec les taux de défaillance.

Pour certains scénarios, les projections, au 30 septembre 2020, des variables macroéconomiques débordent du cadre des observations historiques à partir desquelles les modèles, conformément à IFRS 9, ont été élaborés et calibrés. Qui plus est, la complexité des

programmes de soutien gouvernementaux et les normes réglementaires concernant le traitement de leurs effets pour les clients (tels les exemptions et les congés de paiement) ainsi que le déroulement hautement imprévisible de la pandémie n'ont jamais été modélisés. Par conséquent, dans certains cas et surtout en ce qui concerne le scénario pessimiste de rechange, les modèles, selon IFRS 9, qu'emploie la banque donnent des résultats modélisés moins fiables. Ainsi, des ajustements doivent être intégrés aux modèles ou effectués subséquemment afin d'assurer qu'un montant approprié de dépréciation au titre des PCA est constaté.

Ces ajustements comprennent le perfectionnement des données d'entrée et des résultats des modèles et le recours au jugement de la direction et à des analyses quantitatives plus détaillées afin de définir les répercussions qu'il est difficile de modéliser. Afin d'assurer un cadre uniforme, nous avons identifié les segments de modèle dont les résultats étaient trop conservateurs, nous appuyant à cette fin sur des données de référence historiques, et avons établi les pires données économiques d'entrée lorsque les résultats des modèles étaient jugés fiables. La réexécution des modèles au moyen de ces données économiques maximales a permis de définir les conditions limites dont se servent les spécialistes du crédit pour établir les autres ajustements requis, lesquels s'appuient alors sur leur propre jugement et une analyse granulaire.

Ajustements des modèles subséquents

Dans le cadre d'IFRS 9, les ajustements apportés subséquemment aux modèles constituent des hausses ou des baisses à court terme des PCA, et ce, au niveau des clients ou des portefeuilles, de sorte à tenir compte d'événements majeurs récents, des lacunes des modèles et des jugements des spécialistes du crédit après que la direction ait examiné les modèles et mis en doute leur pertinence. Nous avons instauré un cadre interne de gouvernance afin de surveiller régulièrement de tels ajustements et, dans la mesure du possible, de réduire notre dépendance envers eux, ce qui signifie recalibrer les modèles ou en élaborer de nouveau, selon ce qui convient.

Analyse de sensibilité des scénarios économiques liés aux estimations des PCA

La direction a évalué la sensibilité des résultats des PCA à la lumière des prévisions économiques et en a tenu compte dans le processus de gouvernance des PCA en recalculant celles-ci selon chacun des scénarios indiqués ci-dessus pour quelques portefeuilles, en attribuant une pondération de 100 % à chacun de ces scénarios à tour de rôle. La pondération est prise en compte pour déterminer s'il y a une augmentation significative du risque de crédit ainsi que pour évaluer les PCA en résultant.

Les PCA calculées pour les scénarios optimiste et pessimiste ne doivent pas être considérées comme représentatives des pertes de crédit minimales et maximales qui pourraient réellement être subies. L'incidence des défaillances qui pourraient survenir dans l'avenir aux termes de scénarios économiques différents est prise en compte en recalculant les PCA liées aux prêts de stades 1 et 2 à la date du bilan. Le groupe de prêts de stade 3 (en défaillance) à cette date demeure le même aux fins de ces calculs de la sensibilité. Les PCA liées aux prêts de stade 3 ne sont sensibles à des changements de prévisions économiques que si la perte en cas de défaillance (« PCD ») d'un portefeuille donné l'est également.

Dans le cas des expositions des prêts de gros au risque de crédit, l'analyse de sensibilité exclut les PCA ainsi que les instruments financiers associés aux débiteurs en situation de défaut étant donné

que la mesure des PCA est relativement plus sensible aux facteurs de crédit propres à un débiteur qu'aux scénarios économiques futurs et qu'il est impossible d'isoler l'incidence des facteurs macroéconomiques dans le cadre d'évaluations individuelles.

Dans le cas des expositions des prêts personnels au risque de crédit, l'analyse de sensibilité inclut les PCA liées aux prêts et avances à des clients en situation de défaut étant donné que les PCA des portefeuilles de prêts hypothécaires garantis, ce qui inclut les prêts de tout stade, sont sensibles aux variables macroéconomiques.

Analyse du portefeuille de prêts de gros

Sensibilité des PCA à la conjoncture économique future (IFRS 9)¹

PCA associées aux instruments financiers exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation au 30 septembre 2020 ²	M\$
PCA présentées	278
Scénario central consensuel	215
Scénario optimiste consensuel	146
Scénario pessimiste de la direction	603
Scénario pessimiste de rechange	1 357
Valeur comptable brute ³	114 509

PCA associées aux instruments financiers exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation au 31 décembre 2019 ²	M\$
PCA présentées	105
Scénarios consensuels	
Scénario central	103
Scénario optimiste	83
Scénario pessimiste	141
Valeur comptable brute ³	96 846

1 Exclut les PCA et les instruments financiers en lien avec des débiteurs en situation de défaut étant donné que le calcul des PCA est relativement plus sensible aux facteurs de crédit propres à un débiteur qu'aux scénarios économiques futurs.

2 Inclut les instruments financiers hors bilan exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation.

3 Inclut les instruments financiers présentant un faible risque de crédit, tels les instruments d'emprunt à la JVAERG, lesquels ont une valeur comptable élevée, mais de faibles PCA aux termes de tous ces scénarios.

Analyse du portefeuille de prêts personnels

Sensibilité des PCA à la conjoncture économique future (IFRS 9)¹

PCA associées aux prêts et avances à des clients au 30 septembre 2020 ²	M\$
PCA présentées	71
Scénario central consensuel	67
Scénario optimiste consensuel	63
Scénario pessimiste de la direction	90
Scénario pessimiste de rechange	148
Valeur comptable brute	30 576

PCA associées aux prêts et avances à des clients au 31 décembre 2019 ²	M\$
PCA présentées	50
Scénarios consensuels	
Scénario central	50
Scénario optimiste	47
Scénario pessimiste	53
Valeur comptable brute	28 999

1 La sensibilité des PCA ne tient pas compte des portefeuilles pour lesquels les méthodes de modélisation sont moins complexes.

2 La sensibilité des PCA ne tient pas compte que des instruments financiers figurant au bilan et auxquels s'appliquent les dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation.

Rapport de gestion

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Trimestre clos le							
	30 sept. 2020				30 sept. 2019			
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période	94	263	187	544	36	102	89	227
Transferts d'instruments financiers :	3	(6)	3	—	12	(14)	2	—
– transferts du stade 1 au stade 2	(13)	13	—	—	(1)	1	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1	16	(16)	—	—	13	(13)	—	—
– transferts vers le stade 3	—	(4)	4	—	—	(3)	3	—
– transferts hors du stade 3	—	1	(1)	—	—	1	(1)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(6)	20	—	14	(9)	3	—	(6)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	4	—	—	4	2	—	—	2
Variations des paramètres de risque	(29)	(17)	34	(12)	—	7	21	28
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(2)	(2)	(1)	(5)	(1)	(1)	(3)	(5)
Actifs sortis du bilan	—	—	(12)	(12)	—	—	(10)	(10)
Autres	1	(1)	(1)	(1)	—	—	1	1
Solde à la clôture de la période	65	257	210	532	40	97	100	237
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(33)	1	33	1	(8)	9	18	19
Reprises	—	—	(6)	(6)	—	—	(4)	(4)
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(33)	1	27	(5)	(8)	9	14	15

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Période de neuf mois close le							
	30 sept. 2020				30 sept. 2019			
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période	47	101	118	266	43	99	89	231
Transferts d'instruments financiers :	27	(38)	11	—	28	(34)	6	—
– transferts du stade 1 au stade 2	(29)	29	—	—	(5)	5	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1	54	(54)	—	—	32	(32)	—	—
– transferts vers le stade 3	—	(15)	15	—	—	(9)	9	—
– transferts hors du stade 3	2	2	(4)	—	1	2	(3)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(27)	40	—	13	(23)	12	—	(11)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	10	—	—	10	6	—	—	6
Variations des paramètres de risque	11	161	133	305	(12)	24	58	70
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(3)	(6)	(5)	(14)	(2)	(4)	(13)	(19)
Actifs sortis du bilan	—	—	(46)	(46)	—	—	(38)	(38)
Autres	—	(1)	(1)	(2)	—	—	(2)	(2)
Solde à la clôture de la période	65	257	210	532	40	97	100	237
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(9)	195	128	314	(31)	32	45	46
Reprises	—	—	(10)	(10)	—	—	(8)	(8)
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(9)	195	118	304	(31)	32	37	38

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

	Période de neuf mois close le			
	30 sept. 2020		30 sept. 2019	
	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes de crédit	Charge/(reprise) au titre des PCA	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes de crédit	Charge/(reprise) au titre des PCA
	M\$	M\$	M\$	M\$
Tel qu'indiqué précédemment	532	304	237	38
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	37	15	36	7
Contrats de garantie de bonne exécution	9	7	2	—
Instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	2	2	1	—
Total de la correction de valeur pour PCA/Total de la charge/(reprise) comptabilisée à l'état du résultat net au titre des PCA pour la période	580	328	276	45

Qualité de crédit des instruments financiers*

Nous évaluons la qualité de crédit de tous les instruments financiers qui sont exposés au risque de crédit. La qualité de crédit des instruments financiers reflète une évaluation à un moment précis de leur probabilité de défaillance, alors que les stades 1 et 2 selon IFRS 9 sont déterminés en fonction de

la détérioration relative de la qualité de crédit depuis la constatation initiale. Par conséquent, en ce qui concerne les instruments financiers non douteux, il n'existe aucun lien direct entre l'évaluation de la qualité de crédit et les stades 1 et 2 selon IFRS 9 même si, typiquement, la proportion des fourchettes inférieures de la qualité de crédit est plus importante au stade 2.

Définitions servant au classement selon la qualité

- Les prêts de la catégorie « excellente » sont associés à une grande capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à une probabilité de défaillance négligeable ou faible et/ou de faibles niveaux de pertes prévues.
- Les prêts de la catégorie « bonne » doivent faire l'objet d'une surveillance un peu plus étroite et sont associés à une bonne capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à un faible risque de défaillance.
- Les prêts de la catégorie « satisfaisante » doivent faire l'objet d'une surveillance plus étroite, les emprunteurs étant en mesure ou assez en mesure de respecter leurs engagements financiers, et sont associés à un risque de défaillance modéré.
- Les prêts de la catégorie « faible » exigent une attention soutenue, à divers degrés, et sont associés à un risque de défaillance plus inquiétant.
- Les prêts de la catégorie « douteuse » sont jugés comme douteux.

Les cinq catégories de classement de la qualité définies ci-dessus englobent toutes une fourchette de notations de crédit internes détaillées qui ont été attribuées aux activités d'octroi de prêts de gros et de prêts personnels ainsi que des notations externes qui ont été accordées par des agences externes aux titres de créance.

La qualité de crédit des prêts personnels est présentée en fonction d'une probabilité de défaillance sur 12 mois établie à un moment précis et au moyen de pondérations probabilistes. La qualité de crédit des prêts de gros est fondée sur des notations internes du risque de crédit.

Classement selon la qualité de crédit

Classement selon la qualité	Titres de créance et autres lettres de change		Prêts de gros		Prêts personnels	
	Notation externe	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle (%)	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle et des pondérations probabilistes (%)	
Excellente	A- et supérieure	CRR1 à CRR2	0,000-0,169	Fourchettes 1 et 2	0,000-0,500	
Bonne	BBB+ à BBB-	CRR3	0,170-0,740	Fourchette 3	0,501-1,500	
Satisfaisante	BB+ à B et non noté	CRR4 à CRR5	0,741-4,914	Fourchettes 4 et 5	1,501-20,000	
Faible	B- à C	CRR6 à CRR8	4,915-99,999	Fourchette 6	20,001-99,999	
Douteuse	Défaillance	CRR9 à CRR10	100,000	Fourchette 7	100,000	

Rapport de gestion

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers*

	Valeur comptable brute/valeur nominale					Total M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur nette M\$
	Excellente M\$	Bonne M\$	Satisfaisante M\$	Faible M\$	Douteuse M\$			
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	19 550	—	—	—	—	19 550	(2)	19 548
– stade 1	19 550	—	—	—	—	19 550	(2)	19 548
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	29 233	15 748	14 619	2 268	443	62 311	(485)	61 826
– stade 1	29 008	13 837	8 165	166	—	51 176	(54)	51 122
– stade 2	225	1 911	6 454	2 102	—	10 692	(221)	10 471
– stade 3	—	—	—	—	443	443	(210)	233
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 022	—	—	—	—	1 022	—	1 022
– stade 1	1 022	—	—	—	—	1 022	—	1 022
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	26 606	2 369	2 496	145	21	31 637	(37)	31 600
– stade 1	26 600	2 076	2 058	11	—	30 745	(4)	30 741
– stade 2	6	293	438	134	—	871	(12)	859
– stade 3	—	—	—	—	21	21	(21)	—
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	76 411	18 117	17 115	2 413	464	114 520	(524)	113 996
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	66,7 %	15,8 %	14,9 %	2,1 %	0,4 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	16 659	16 634	10 519	1 397	80	45 289	(44)	45 245
– stade 1	16 275	13 715	5 486	71	—	35 547	(10)	35 537
– stade 2	384	2 919	5 033	1 326	—	9 662	(34)	9 628
– stade 3	—	—	—	—	80	80	—	80
Garanties financières ²	1 072	526	264	87	—	1 949	(3)	1 946
– stade 1	1 071	500	113	1	—	1 685	(1)	1 684
– stade 2	1	26	151	86	—	264	(2)	262
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	17 731	17 160	10 783	1 484	80	47 238	(47)	47 191
Au 30 sept. 2020	94 142	35 277	27 898	3 897	544	161 758	(571)	161 187

¹ Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

² Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers (suite)*

	Valeur comptable brute/valeur nominale					Total M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur nette M\$
	Excellente M\$	Bonne M\$	Satisfaisante M\$	Faible M\$	Douteuse M\$			
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	23 480	—	—	—	—	23 480	(1)	23 479
– stade 1	23 480	—	—	—	—	23 480	(1)	23 479
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	30 152	17 813	12 304	1 561	334	62 164	(242)	61 922
– stade 1	30 082	17 292	9 620	174	—	57 168	(40)	57 128
– stade 2	70	521	2 684	1 387	—	4 662	(85)	4 577
– stade 3	—	—	—	—	334	334	(117)	217
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 169	—	—	—	—	1 169	—	1 169
– stade 1	1 169	—	—	—	—	1 169	—	1 169
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	7 513	2 401	1 647	75	26	11 662	(30)	11 632
– stade 1	7 513	2 373	1 401	18	—	11 305	(2)	11 303
– stade 2	—	28	246	57	—	331	(3)	328
– stade 3	—	—	—	—	26	26	(25)	1
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	62 314	20 214	13 951	1 636	360	98 475	(273)	98 202
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	63,3 %	20,5 %	14,2 %	1,7 %	0,4 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	16 851	16 796	8 208	779	66	42 700	(22)	42 678
– stade 1	16 831	15 908	5 772	109	—	38 620	(6)	38 614
– stade 2	20	888	2 436	670	—	4 014	(15)	3 999
– stade 3	—	—	—	—	66	66	(1)	65
Garanties financières ²	1 151	610	241	120	2	2 124	(2)	2 122
– stade 1	1 151	610	151	9	—	1 921	(1)	1 920
– stade 2	—	—	90	111	—	201	(1)	200
– stade 3	—	—	—	—	2	2	—	2
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	18 002	17 406	8 449	899	68	44 824	(24)	44 800
Au 31 déc. 2019	80 316	37 620	22 400	2 535	428	143 299	(297)	143 002

1 Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Rapport de gestion

Prêts de gros

Total des prêts de gros – Prêts et avances à des clients au coût amorti

	Au			
	30 sept. 2020		31 déc. 2019	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
Note	M\$	M\$	M\$	M\$
Grandes sociétés et entreprises				
– agriculture, foresterie et pêches	494	(5)	446	(9)
– extraction minière et exploitation de carrières ¹	1 618	(147)	1 878	(42)
– fabrication	4 795	(47)	5 505	(27)
– électricité, gaz, vapeur et air conditionné	375	(1)	336	(1)
– aqueduc, égouts, gestion des déchets et remise en état	104	(1)	101	–
– construction	956	(17)	963	(11)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes	4 898	(63)	5 728	(42)
– transport et entreposage	2 860	(30)	2 829	(14)
– hébergement et restauration	1 401	(14)	1 167	(1)
– édition, audiovisuel et diffusion	884	(6)	1 040	(6)
– immobilier	8 411	(48)	8 509	(12)
– activités professionnelles, scientifiques et techniques	1 106	(7)	1 181	(6)
– services administratifs et de soutien	778	(15)	1 090	(5)
– éducation	162	–	171	–
– santé et soins	244	–	244	–
– arts, divertissements et loisirs	309	–	294	–
– autres services	189	(1)	195	(1)
– gouvernement	26	–	25	–
– institutions financières non bancaires	1 871	(4)	1 270	(5)
Total	31 481	(406)	32 972	(182)
Par région ²				
Canada	29 411	(389)	30 547	(171)
– Colombie-Britannique	9 145	(63)	9 309	(27)
– Ontario	10 575	(85)	10 486	(49)
– Alberta	4 966	(183)	5 562	(59)
– Québec	3 427	(44)	3 812	(21)
– Saskatchewan et Manitoba	850	(10)	896	(10)
– Provinces de l'Atlantique	448	(4)	482	(5)
États-Unis d'Amérique	1 131	(8)	1 437	(4)
Autres	939	(9)	988	(7)
Total	31 481	(406)	32 972	(182)

¹ La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées aux ressources énergétiques.

² L'emplacement géographique provincial est établi en fonction de l'adresse de la succursale qui a octroyé le prêt et l'emplacement géographique à l'étranger est fondé sur le pays de constitution.

Prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Trimestre clos le								
	30 sept. 2020				30 sept. 2019				
	Non douteux		Douteux		Total	Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Stade 1		Stade 2	Stade 3	Total	
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$		
Solde à l'ouverture de la période	76	225	171	472	26	70	74	170	
Transferts d'instruments financiers :	(1)	(1)	2	—	4	(5)	1	—	
– transferts du stade 1 au stade 2	(12)	12	—	—	(1)	1	—	—	
– transferts du stade 2 au stade 1	11	(11)	—	—	5	(5)	—	—	
– transferts vers le stade 3	—	(2)	2	—	—	(1)	1	—	
– transferts hors du stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(4)	18	—	14	(2)	1	—	(1)	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	2	—	—	2	1	—	—	1	
Variations des paramètres de risque	(26)	(29)	30	(25)	(2)	(2)	16	12	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(1)	(1)	(1)	(3)	—	—	(1)	(1)	
Actifs sortis du bilan	—	—	(8)	(8)	—	—	(6)	(6)	
Autres	1	(1)	(1)	(1)	—	—	1	1	
Solde à la clôture de la période	47	211	193	451	27	64	85	176	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(29)	(12)	29	(12)	(3)	(1)	15	11	
Reprises sur pertes de valeur	—	—	(2)	(2)	—	—	(3)	(3)	
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(29)	(12)	27	(14)	(3)	(1)	12	8	

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Rapport de gestion

Prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Période de neuf mois close le							
	30 sept. 2020				30 sept. 2019			
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Solde à l'ouverture de la période	32	70	103	205	29	74	73	176
Transferts d'instruments financiers :	11	(20)	9	—	7	(12)	5	—
– transferts du stade 1 au stade 2	(27)	27	—	—	(4)	4	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1	37	(37)	—	—	11	(11)	—	—
– transferts vers le stade 3	—	(10)	10	—	—	(5)	5	—
– transferts hors du stade 3	1	—	(1)	—	—	—	—	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(17)	33	—	16	(6)	7	—	1
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	7	—	—	7	4	—	—	4
Variations des paramètres de risque	15	131	119	265	(7)	(4)	40	29
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(1)	(2)	(2)	(5)	—	(1)	(5)	(6)
Actifs sortis du bilan	—	—	(35)	(35)	—	—	(26)	(26)
Autres	—	(1)	(1)	(2)	—	—	(2)	(2)
Solde à la clôture de la période	47	211	193	451	27	64	85	176
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	4	162	117	283	(9)	2	35	28
Reprises sur pertes de valeur	—	—	(2)	(2)	—	—	(3)	(3)
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	4	162	115	281	(9)	2	32	25

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Pour la période de neuf mois, et en regard de ce qu'elle était au 31 décembre 2019, la correction de valeur pour PCA liées aux prêts de gros a augmenté de 246 M\$, ou 120 %, et la variation des PCA liées à ces prêts au cours de la période a donné lieu à une charge de 281 M\$ à l'état du résultat net, ce qui a découlé essentiellement de la détérioration des scénarios économiques prospectifs en lien avec la COVID-19.

Le total de la couverture des PCA liées aux prêts et avances à des clients des services aux grandes sociétés et entreprises se situait à 1,3 % au 30 septembre 2020, ce qui signale une hausse de 0,7 % comparativement à celui au 31 décembre 2019. Au cours de la période de neuf mois, la couverture des PCA liées aux prêts de stade 3 est celle qui a le plus augmenté, à savoir de 14,5 %, et celles ayant trait aux prêts de stades 1 et 2 se sont accrues de 0,1 % et de 0,6 %, respectivement.

Prêts personnels

Total des prêts personnels - Prêts et avances à des clients au coût amorti

	Au			
	30 sept. 2020		31 déc. 2019	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
Note	M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts hypothécaires résidentiels	27 460	(36)	25 855	(23)
Marges de crédit sur l'avoir propre	1 590	(5)	1 664	(4)
Facilités de crédit personnel renouvelables	552	(15)	610	(14)
Autres facilités de crédit personnel	887	(8)	665	(4)
Portefeuille de prêts de détail sur cartes de crédit	293	(8)	341	(9)
Portefeuille de prêts à la consommation en voie de liquidation	48	(7)	57	(6)
Total	30 830	(79)	29 192	(60)
Par région	<i>1</i>			
Canada	30 649	(77)	29 009	(58)
– Colombie-Britannique	15 077	(33)	14 327	(22)
– Ontario	11 898	(26)	11 161	(18)
– Alberta	1 730	(8)	1 663	(7)
– Québec	1 361	(4)	1 327	(6)
– Saskatchewan et Manitoba	335	(2)	304	(2)
– Provinces de l'Atlantique	241	(4)	220	(3)
– Territoires	7	–	7	–
Autres	181	(2)	183	(2)
Total	30 830	(79)	29 192	(60)

1 L'emplacement géographique est fondé sur l'adresse du client.

Prêts personnels – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Trimestre clos le							
	30 sept. 2020				30 sept. 2019			
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Solde à l'ouverture de la période	18	38	16	72	10	32	15	57
Transferts d'instruments financiers :	4	(5)	1	–	8	(9)	1	–
– transferts du stade 1 au stade 2	(1)	1	–	–	–	–	–	–
– transferts du stade 2 au stade 1	5	(5)	–	–	8	(8)	–	–
– transferts vers le stade 3	–	(2)	2	–	–	(2)	2	–
– transferts hors du stade 3	–	1	(1)	–	–	1	(1)	–
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(2)	2	–	–	(7)	2	–	(5)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	2	–	–	2	1	–	–	1
Variations des paramètres de risque	(3)	12	4	13	2	9	5	16
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(1)	(1)	–	(2)	(1)	(1)	(2)	(4)
Actifs sortis du bilan	–	–	(4)	(4)	–	–	(4)	(4)
Autres	–	–	–	–	–	–	–	–
Solde à la clôture de la période	18	46	17	81	13	33	15	61
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(4)	13	4	13	(5)	10	3	8
Reprises sur pertes de valeur	–	–	(4)	(4)	–	–	(1)	(1)
Autres	–	–	–	–	–	–	–	–
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(4)	13	–	9	(5)	10	2	7

1 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Rapport de gestion

Prêts personnels – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Période de neuf mois close le								
	30 sept. 2020				30 sept. 2019				
	Non douteux		Douteux		Total	Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Stade 1		Stade 2	Stade 3	Total	
Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA		
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$		
Solde à l'ouverture de la période	15	31	15	61	14	25	16	55	
Transferts d'instruments financiers :	16	(18)	2	—	21	(22)	1	—	
– transferts du stade 1 au stade 2	(2)	2	—	—	(1)	1	—	—	
– transferts du stade 2 au stade 1	17	(17)	—	—	21	(21)	—	—	
– transferts vers le stade 3	—	(5)	5	—	—	(4)	4	—	
– transferts hors du stade 3	1	2	(3)	—	1	2	(3)	—	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(10)	7	—	(3)	(17)	5	—	(12)	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	3	—	—	3	2	—	—	2	
Variations des paramètres de risque	(4)	30	14	40	(5)	28	18	41	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(2)	(4)	(3)	(9)	(2)	(3)	(8)	(13)	
Actifs sortis du bilan	—	—	(11)	(11)	—	—	(12)	(12)	
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	
Solde à la clôture de la période	18	46	17	81	13	33	15	61	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(13)	33	11	31	(22)	30	10	18	
Reprises sur pertes de valeur	—	—	(8)	(8)	—	—	(5)	(5)	
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(13)	33	3	23	(22)	30	5	13	

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Le total de la correction de valeur pour PCA liées aux prêts personnels a augmenté de 20 M\$ pour la période de neuf mois, ce qui a découlé surtout de la détérioration des scénarios économiques prospectifs en lien avec la COVID-19.

Pour la période, la banque a constaté une charge au titre des PCA de 31 M\$ en ce qui a trait au portefeuille de prêts personnels, facteur qui a été atténué par des reprises totalisant 8 M\$.

Le total de la couverture des PCA liées aux prêts et avances à des clients sous forme de prêts personnels s'établissait à 0,3 % au 30 septembre 2020, ce qui traduit une hausse de 0,1 % en regard du total au 31 décembre 2019.

Prêts hypothécaires et marges de crédit sur l'avoir propre

Les portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit sur l'avoir propre de la banque sont jugés à faible risque puisque la plupart d'entre eux sont garantis par une sûreté de premier rang grevant le bien immobilier sous-jacent.

Les tableaux ci-après présentent en détail la façon dont la banque atténue davantage le risque par une diversification géographique des marchés où elle exerce ses activités et par la souscription d'assurances couvrant la défaillance potentielle des emprunteurs. Par ailleurs, la banque s'impose des normes strictes en matière de souscription et de surveillance des portefeuilles dans le but d'en maintenir la qualité.

Assurance et répartition géographique¹

	Prêts hypothécaires résidentiels				Marges de crédit sur l'avoir propre ²		
	Assurés ³		Non assurés ³		Total	Non assurés	
	M\$	%	M\$	%		M\$	%
Colombie-Britannique	1 299	9 %	12 478	91 %	13 777	792	100 %
Ouest canadien ⁴	703	41 %	996	59 %	1 699	178	100 %
Ontario	2 130	19 %	9 364	81 %	11 494	574	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	554	39 %	864	61 %	1 418	75	100 %
Au 30 sept. 2020	4 686	17 %	23 702	83 %	28 388	1 619	100 %

	Prêts hypothécaires résidentiels ⁵				Marges de crédit sur l'avoire propre ^{2, 5}		
	Assurés ³		Non assurés ³		Total	Non assurés	
	M\$	%	M\$	%	M\$	M\$	%
Colombie-Britannique	960	7 %	12 393	93 %	13 353	822	100 %
Ouest canadien ⁴	476	30 %	1 103	70 %	1 579	190	100 %
Ontario	1 298	13 %	8 919	87 %	10 217	589	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	384	29 %	933	71 %	1 317	88	100 %
Au 31 déc. 2019	3 118	12 %	23 348	88 %	26 466	1 689	100 %

1 La répartition géographique est fonction de l'emplacement des propriétés.

2 Les marges de crédit sur l'avoire propre sont des marges de crédit garanties par la valeur nette d'une propriété.

3 Les prêts hypothécaires assurés sont protégés des pertes potentielles liées aux emprunteurs par la souscription d'une assurance auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres assureurs privés autorisés.

4 La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

5 Certains montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice à l'étude.

Durée d'amortissement¹

	Prêts hypothécaires résidentiels		
	≤ 20 ans	> 20 à ≤ 25 ans	> 25 à ≤ 30 ans
Au 30 sept. 2020	20,3 %	54,3 %	25,4 %
Au 31 déc. 2019	20,1 %	48,0 %	31,9 %

1 La durée d'amortissement est fondée sur la durée résiduelle des prêts hypothécaires résidentiels.

Ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts^{1, 2}

	À la clôture du trimestre	
	Ratio prêt-valeur des prêts non assurés (en %) ³	
	Prêts hypothécaires résidentiels	Marges de crédit sur l'avoire propre
	%	%
Colombie-Britannique	59,0 %	55,7 %
Ouest canadien ⁴	67,8 %	67,1 %
Ontario	62,3 %	60,7 %
Québec et provinces de l'Atlantique	64,3 %	65,7 %
Total au Canada pour le trimestre clos le 30 sept. 2020	61,7 %	59,7 %
Total au Canada pour le trimestre clos le 31 déc. 2019	61,0 %	57,0 %

1 Tous les nouveaux prêts et toutes les nouvelles marges de crédit sur l'avoire propre ont été octroyés par la banque. Aucune acquisition n'a été effectuée durant la période.

2 Les nouveaux prêts excluent les renouvellements des prêts hypothécaires déjà consentis.

3 Les ratios prêt-valeur sont de simples moyennes calculées à partir de la valeur des propriétés à la date de l'octroi du prêt hypothécaire.

4 La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

Répercussions potentielles d'un ralentissement économique sur les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoire propre

La banque soumet son portefeuille de prêts personnels à des simulations de crise afin d'évaluer l'incidence d'une augmentation du taux de chômage et des taux d'intérêt, d'une baisse de la valeur des propriétés et des fluctuations d'autres variables macroéconomiques pertinentes. L'augmentation potentielle des pertes liées au portefeuille de prêts hypothécaires

en cas de détérioration de l'économie est jugée surmontable compte tenu de la diversification de ce portefeuille, de son faible ratio prêt-valeur et des stratégies d'atténuation des risques en place.

Prêt douteux

Le tableau ci-après renferme une analyse de la valeur comptable brute des prêts et avances à des banques et à des clients qui sont considérés comme douteux (actifs financiers de stade 3).

Prêts et avances douteux à des banques et à des clients*

	Notes	Au			
		30 sept. 2020		31 déc. 2019	
		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Grandes sociétés et entreprises		346	(193)	247	(102)
– agriculture, foresterie et pêches		7	(4)	10	(5)
– extraction minière et exploitation de carrières	1	173	(104)	62	(24)
– fabrication		38	(22)	39	(13)
– construction		16	(10)	13	(8)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes		50	(25)	51	(29)
– transport et entreposage		29	(13)	7	(5)
– hébergement et restauration		2	(2)	–	–
– édition, audiovisuel et diffusion		13	(4)	15	(4)
– immobilier		13	(4)	8	(7)
– activités professionnelles, scientifiques et techniques		–	–	37	(3)
– services administratifs et de soutien		4	(4)	4	(3)
– institutions financières non bancaires		1	(1)	1	(1)
Ménages	2	97	(17)	87	(15)
Prêts et avances à des banques		–	–	–	–
Total		443	(210)	334	(117)

1 La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées au secteur de l'énergie.

2 La catégorie Ménages tient compte du portefeuille de prêts personnels.

Prêts renégociés

La valeur comptable des prêts renégociés s'établissait à 209 M\$ au 30 septembre 2020 (135 M\$ au 31 décembre 2019).

Risque de liquidité et risque de financement

Le risque de liquidité s'entend du risque que la banque ne dispose pas des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements lorsqu'ils deviennent exigibles ou qu'elle doit obtenir ces fonds à un coût excessif. Ce risque découle des décalages entre les flux de trésorerie entrants et sortants.

Le risque de financement représente le risque qu'un financement considéré comme viable et qui, par conséquent, est utilisé pour financer des actifs, se révèle non viable avec le temps. Ce risque se pose lorsque le financement requis pour les positions en actifs non liquides ne peut être obtenu selon les modalités escomptées et au moment voulu.

Gestion du risque de liquidité et du risque de financement

Nous continuons d'exécuter notre stratégie de gestion des risques de liquidité et de financement qui est décrite à la rubrique « Risque de liquidité et de financement » du *Rapport et états financiers annuels 2019*. Le cadre interne de gestion du risque de liquidité et du risque de financement de la banque se fonde sur le cadre réglementaire du ratio de liquidité à court terme (*Liquidity Coverage Ratio* ou « LCR ») et du ratio de liquidité à long terme (*Net Stable Funding Ratio* ou « NSFR »), et comporte aussi d'autres mesures, limites et recoupements servant à gérer les risques qui, selon la banque, ne sont pas adéquatement couverts par le cadre réglementaire externe.

La banque continue de surveiller ces risques à la lumière des limites établies à l'égard de son degré de tolérance au risque et des paramètres de son cadre de gestion.

En mars 2020, les marchés financiers sont devenus extrêmement volatils en raison de l'accélération de la propagation de la COVID-19, ce qui a fortement perturbé les activités commerciales et économiques. La banque jouissait alors d'une excellente position en matière de liquidité et a pris immédiatement, ainsi que tout au long de la crise, des mesures afin de renforcer cette position. La banque a réussi à accroître les dépôts de ses clients et a eu recours au marché de gros à terme afin de mobiliser des fonds à long terme et de combler tout besoin de financement futur, procédant ainsi à une émission d'obligations sécurisées. Ses mesures de liquidité, incluant son LCR et ses actifs liquides, se sont améliorées durant le trimestre. Par conséquent et en regard de celui du trimestre précédent, le LCR moyen de la banque est passé de 193 % à 201 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2020.

Actifs liquides

Le tableau qui suit indique l'estimation de la valeur de liquidité non pondérée (compte non tenu des décotes présumées) des actifs classés comme liquides et servant à calculer le LCR du BSIF. Le niveau des actifs liquides présenté reflète les actifs liquides non grevés à la date de présentation de l'information, selon la définition réglementaire des actifs liquides. Les actifs liquides comprennent la trésorerie ou les actifs pouvant être convertis en trésorerie sans perte de valeur ou avec une légère perte de valeur.

Au 30 septembre 2020, les actifs liquides se sont accrus de 17 G\$ par rapport à ce qu'ils étaient au 31 décembre 2019, et ce, en raison surtout d'une hausse des dépôts des clients et d'une augmentation du financement à court et à long terme.

Actif liquides¹

	Au	
	30 sept. 2020	31 déc. 2019
	M\$	M\$
Niveau 1	37 354	18 969
Niveau 2a	3 281	4 603
Niveau 2b	28	98
Total	40 663	23 670

¹ Les soldes des actifs liquides qui sont présentés sont ceux en vigueur aux dates indiquées (taux au comptant) et ils ne sont pas pondérés. Par conséquent, ils ne correspondent pas à ceux figurant dans les calculs du LCR, lesquels représentent la moyenne du trimestre et sont pondérés.

Réglementation en matière de liquidité

Conformément à la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, qui incorpore les normes de liquidité de Bâle, la banque est tenue d'avoir un LCR de plus de 100 % et de surveiller ses flux de trésorerie nets cumulatifs (*Net Cumulative Cash Flow* ou « NCCF »). Le LCR est un indicateur de la suffisance des liquidités sur une période de crise de 30 jours, tandis que les NCCF sont un outil qui mesure la période visée par des flux de trésorerie nets positifs afin de saisir le risque que représentent les asymétries de financement entre les actifs et les passifs. Au 30 septembre 2020, la banque respectait ces deux exigences.

Pour établir ses besoins en matière de liquidité à long terme, la banque calcule le NSFR conformément à la publication numéro 295 du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (le « CBCB »), en attendant sa mise en application. Le BSIF a appliqué le NSFR à compter du 1^{er} janvier 2020 pour les banques d'importance systémique intérieure (les « BISi »). Le BSIF poursuit son évaluation des exigences relatives aux institutions autres que des BISi, dont la banque fait partie. En Europe, l'application du NSFR est prévue pour 2021. Le NSFR oblige les banques à maintenir un profil de financement stable par rapport à la composition de leurs actifs et à leurs activités hors bilan, et il rend compte de leur profil de financement à long terme (financement d'une durée de plus de un an). Ce ratio se veut un complément du LCR.

Le tableau suivant présente le LCR de la banque, tel qu'il est défini par le BSIF. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, son LCR moyen, soit 201 %, a été calculé en tant que ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties de trésorerie nettes en cas de crise dans les 30 prochains jours civils. Les actifs liquides de haute qualité sont essentiellement composés d'actifs de niveau 1, tels que la trésorerie, les dépôts auprès des banques centrales et les titres de premier ordre que des administrations publiques, des banques centrales ou des entités supranationales ont émis ou garantis.

Ratio de liquidité à court terme du BSIF¹

	Moyenne pour le trimestre clos le ¹	
	30 sept. 2020	30 juin 2020
Total des actifs liquides de haute qualité ² (M\$)	40 857	38 135
Total des sorties de trésorerie nettes ² (M\$)	20 283	19 782
Ratio de liquidité à court terme (%)	201	193

¹ Les données présentées dans ce tableau ont été calculées à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre. Par conséquent, le LCR est un ratio moyen pour les trois mois du trimestre et peut ne pas correspondre au LCR calculé en divisant le total pondéré des actifs liquides de haute qualité par le total des sorties de trésorerie nettes pondérées.

² Ces valeurs sont pondérées et calculées après l'application des pondérations prescrites aux termes de la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF s'appliquant aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que les fluctuations des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les écarts de crédit, les prix des marchandises et les cours des actions, aient une incidence défavorable sur notre résultat ou sur la valeur de notre actif et de notre passif.

Gestion du risque de marché

Les responsables de la gestion du risque de marché sont indépendants des secteurs d'activité et se doivent d'établir des politiques, des procédures et des limites en accord avec le degré de tolérance au risque de la banque. Les objectifs de la gestion du risque de marché sont de repérer, mesurer et contrôler l'exposition au risque de marché afin d'optimiser le rendement par rapport au risque et de respecter le degré de tolérance au risque de la banque.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du *Rapport et états financiers annuels 2019* pour une description de la façon dont la banque gère le risque de marché ainsi que des explications plus détaillées sur les autres mesures de ce risque.

Valeur à risque (« VaR »)

La VaR relève d'une technique qui permet d'évaluer, pour une période définie et selon un intervalle de confiance de 99 %, les pertes que la banque pourrait subir sur ses positions à risque si les taux et les cours du marché fluctuaient. L'utilisation de la VaR est intégrée à la gestion du risque de marché et calculée pour tous les éléments détenus à des fins de transaction et les éléments détenus à des fins autres que de transaction afin que la banque puisse avoir une vision d'ensemble du risque.

La VaR indiquée dans les tableaux et le graphique qui suivent représente la VaR globale de la banque eu égard aux portefeuilles détenus à des fins de transaction ou à d'autres fins et elle est demeurée dans les limites de la banque.

Le total de la VaR, soit 15,2 M\$, pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020 s'est accru de 3,5 M\$ sur un an en raison de l'augmentation du risque de taux d'intérêt des portefeuilles non détenus à des fins de transaction. Pour la même période, la moyenne du total de la VaR s'est chiffrée à 12,5 M\$, n'ayant que peu varié. Le total de la VaR provient surtout de celle des portefeuilles non détenus à des fins de transaction.

La pandémie de COVID-19 et les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis ont rendu les marchés plus volatils. Pour atténuer l'incidence de leur volatilité sur la VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction, la banque a maintenu ses activités en veillant à réduire ses niveaux de risque. Cependant, l'instabilité des marchés et l'accroissement du risque de taux d'intérêt pendant la période de neuf mois close le 30 septembre 2020 ont causé une hausse de la VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction alors que la moyenne de la VaR de ces mêmes portefeuilles est demeurée relativement stable. Pour la période de neuf mois à l'étude, la VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction s'est chiffrée à 2,5 M\$, ayant augmenté de 1,2 M\$ sur un an. Pour la même période, la moyenne de la VaR de ces portefeuilles s'est chiffrée à 1,5 M\$, ayant reculé de 0,2 M\$.

Rapport de gestion

Total de la VaR

	Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2020	30 sept. 2019
	M\$	M\$
À la clôture de la période	15,2	11,7
Moyenne	12,5	12,8
Minimum	7,2	10,1
Maximum	19,5	15,7

VaR des portefeuilles non détenus à des fins de transaction

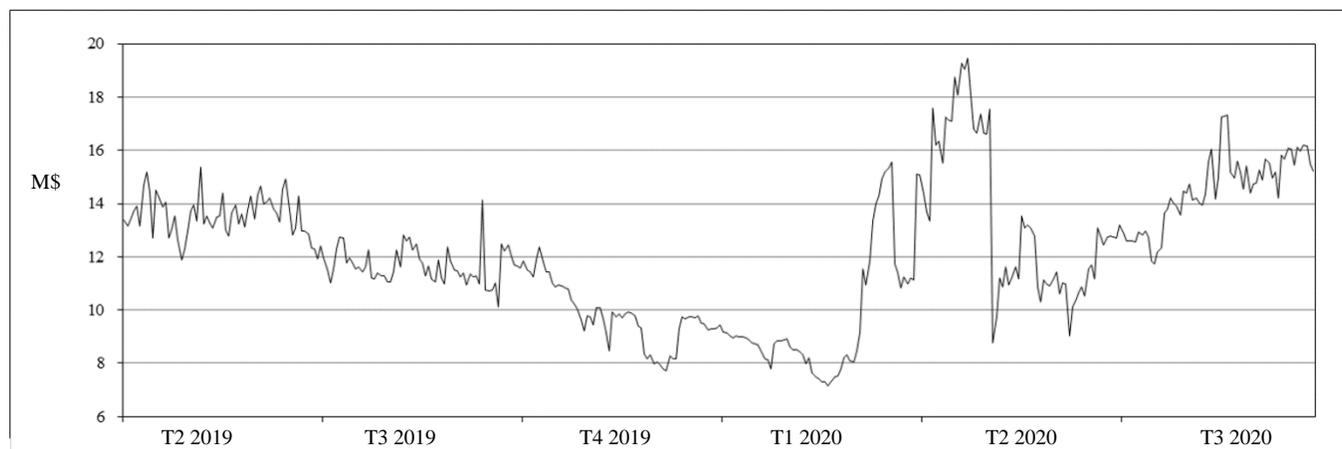
	Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2020	30 sept. 2019
	M\$	M\$
À la clôture de la période	16,5	11,6
Moyenne	12,8	12,9
Minimum	7,0	10,6
Maximum	19,1	15,5

VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction (par type de risque)¹

	Note	Change et	Taux d'intérêt	Capitaux	Écarts de	Diversification	Total ⁴
		marchandises	M\$	M\$	propres	crédit	
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
De janvier à sept. 2020							
À la clôture de la période		—	2,0	—	1,4	(1,1)	2,3
Moyenne		—	1,3	—	0,7	(0,5)	1,5
Minimum	3	—	0,5	—	0,3	—	0,6
Maximum	3	0,3	2,6	—	1,9	—	2,7
De janvier à sept. 2019							
À la clôture de la période		—	0,8	—	0,8	(0,3)	1,3
Moyenne		—	1,3	—	0,9	(0,5)	1,7
Minimum	3	—	0,7	—	0,3	—	0,8
Maximum	3	0,1	2,0	—	2,5	—	3,2

- 1 Les portefeuilles détenus à des fins de transaction comprennent les positions découlant de la tenue de marché d'instruments financiers et des positions en dérivés des clients, ce qui correspond au traitement réglementaire.
- 2 La diversification des portefeuilles s'entend de l'effet de dispersion du risque de marché associé à la détention d'un portefeuille exposé à divers types de risque. Elle représente la réduction d'un risque de marché spécifique qui survient lorsque l'on regroupe, dans un même portefeuille, plusieurs types de risque, tels ceux liés aux taux d'intérêt, aux capitaux propres et aux taux de change. Cette mesure est évaluée en fonction de l'écart entre le total de la VaR, tous risques confondus, et le total des VaR par type de risque. Un montant négatif représente les avantages que procure la diversification des portefeuilles.
- 3 Comme les montants maximums et minimums surviennent des jours différents, selon le type de risque, le calcul des avantages de la diversification des portefeuilles à l'égard de telles mesures ne fournirait aucun renseignement pertinent. Certains petits écarts dans les chiffres présentés résultent de l'arrondissement des montants.
- 4 Le total de la VaR ne correspond pas à celui qui serait obtenu en additionnant les montants associés à tous les types de risque en raison des répercussions de la diversification.

Total de la VaR quotidienne – données quotidiennes sur un an¹



- 1 La variation du total de la VaR au deuxième trimestre de 2020 a découlé principalement des scénarios sur les écarts de crédit qui ont servi à estimer la VaR, ce qui reflète la volatilité des marchés observée durant la pandémie de COVID-19, facteur qui a donné lieu à des fluctuations plus prononcées que les tendances qu'a affichées la VaR dans le passé.

Risque structurel de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que les fluctuations des taux d'intérêt du marché aient une incidence défavorable sur le résultat ou le capital. Le risque structurel de taux d'intérêt correspond à celui découlant des actifs et des passifs détenus à des fins autres que de transaction par la banque et des fonds de l'actionnaire.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque structurel de taux d'intérêt » du *Rapport et états financiers annuels 2019* pour une description de la façon dont la banque gère le risque structurel de taux d'intérêt ainsi que pour une explication de ses mesures de surveillance.

Sensibilité des portefeuilles non détenus à des fins de transaction au risque structurel de taux d'intérêt (incidence avant impôt d'une variation immédiate et soutenue des taux d'intérêt)

	30 sept. 2020		30 sept. 2019	
	Valeur économique des capitaux propres	Résultat à risque	Valeur économique des capitaux propres	Résultat à risque
Note	M\$	M\$	M\$	M\$
Hausse de 100 points de base	(409)	211	(217)	128
Baisse de 25/100 points de base	84	(55)	139	(128)

¹ En raison des faibles taux d'intérêt qui prévalent actuellement, la valeur économique des capitaux propres et le résultat à risque dans le cas d'un scénario de recul ont été établis, à compter du deuxième trimestre de 2020, en fonction d'une baisse de 25 points de base et non de 100 points de base comme dans la période antérieure.

Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

La rubrique « Gestion des risques » du rapport de gestion décrit les risques les plus importants auxquels la banque est exposée et qui, s'ils ne sont pas gérés adéquatement, pourraient avoir d'importantes répercussions sur ses résultats financiers futurs.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du *Rapport et états financiers annuels 2019* et à la rubrique « Répercussions de la COVID-19 et notre réaction », page 4, du présent rapport de gestion pour une description de facteurs additionnels pouvant influencer sur les résultats financiers à venir.

Capital

Notre objectif en matière de gestion du capital consiste à maintenir des niveaux appropriés de capital afin de soutenir notre stratégie d'entreprise et de respecter la réglementation.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Capital » du *Rapport et états financiers annuels 2019* pour obtenir une description de la façon dont la banque gère son capital.

Les ratios du capital réglementaire et du capital figurant dans les tableaux ci-après ont été établis selon une formule de calcul « tout compris » que prescrit Bâle III, formule qui élimine graduellement les instruments de fonds propres non admissibles sur une période de 10 ans qui a débuté le 1^{er} janvier 2013.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2020, la banque a respecté les limites imposées à l'égard de son capital réglementaire.

Ratios du capital réglementaire

Ratios du capital réglementaire réels et exigences en matière de capital réglementaire

	Notes	30 sept. 2020	31 déc. 2019
		%	%
Ratios du capital réglementaire réels	1		
- ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1		13,1	11,3
- ratio du capital de catégorie 1		15,7	13,9
- ratio du capital total		18,2	16,4
- ratio de levier		5,8	4,9
Exigences en matière de capital réglementaire	2		
- ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 minimal		7,0	7,0
- ratio du capital de catégorie 1 minimal		8,5	8,5
- ratio du capital total minimal		10,5	10,5

¹ Présentation sur une base aux termes de Bâle III qui élimine graduellement les instruments de fonds propres non admissibles sur une période de 10 ans qui a débuté le 1^{er} janvier 2013.

² Ratios du capital cibles que prescrit le BSIF incluant la réserve de conservation de fonds propres requise.

Capital réglementaire

Total du capital réglementaire et actifs pondérés en fonction des risques

	Notes	30 sept. 2020	31 déc. 2019
		M\$	M\$
Capitaux propres ordinaires bruts	1	5 692	5 009
Ajustements réglementaires		(284)	(246)
Capitaux propres ordinaires de catégorie 1	4	5 408	4 763
Capital de catégorie 1 supplémentaire admissible		1 100	1 100
Capital de catégorie 1		6 508	5 863
Capital de catégorie 2	2, 4	1 015	1 037
Total du capital		7 523	6 900
Actifs pondérés en fonction des risques	3	41 376	42 080

¹ Comprend les capitaux propres ordinaires, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global.

² Comprend les instruments de fonds propres devant être éliminés graduellement et les corrections de valeur.

³ En avril 2020, le BSIF a, en raison de l'évolution de la situation actuelle, annoncé certaines mesures d'assouplissement réglementaire en guise d'appui aux efforts déployés en lien avec la COVID-19. Avec prise d'effet au 31 mars 2020, le BSIF a abaissé le coefficient de plancher de fonds propres de 75 % à 70 %. Le nouveau coefficient de plancher devrait demeurer en vigueur jusqu'au premier trimestre de 2023.

⁴ En raison des nouvelles dispositions transitoires et, avec prise d'effet au 31 mars 2020, une partie des corrections de valeur qui auraient autrement été incluses dans le capital de catégorie 2 l'ont plutôt été dans les capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (« CET1 »). L'incidence de ce changement se chiffrait à 54 M\$ au 30 septembre 2020.

Actions en circulation et dividendes

	Notes	Période de neuf mois close le			Exercice clos le		
		30 sept. 2020			31 déc. 2019		
		Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$	Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$
Actions ordinaires	1, 2	0,32085	548 668	1 725	0,86230	498 668	1 225
Actions privilégiées de catégorie 1	3						
- série G	4	0,50000	—	—	1,00000	20 000	500
- série H	4	0,20000	20 000	500	—	—	—
- série I		0,86250	14 000	350	1,15000	14 000	350
- série K	5	1,02189	10 000	250	0,35560	10 000	250

1 Les dividendes comptabilisés dans les états financiers sont les dividendes par action ordinaire déclarés au cours d'un exercice et non les dividendes versés pour cet exercice ou à l'égard de celui-ci.

2 Des actions ordinaires ont été émises le 30 mars 2020.

3 Les dividendes en trésorerie sur les actions privilégiées sont non cumulatifs et sont payables trimestriellement.

4 Le 30 juin 2020, le porteur des actions privilégiées, série G, a exercé son option de convertir celles-ci en actions privilégiées, série H, conformément à leurs modalités et les premiers dividendes sur celles-ci ont été déclarés au troisième trimestre de 2020 et ont été versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 30 septembre 2020 ou le premier jour ouvrable suivant.

5 Les actions privilégiées de catégorie 1, série K ont été émises le 27 septembre 2019 et les premiers dividendes sur celles-ci ont été déclarés au quatrième trimestre de 2019 et ont été versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 31 décembre 2019 ou le premier jour ouvrable suivant.

Dividendes déclarés au troisième trimestre de 2020

La banque a déclaré des dividendes trimestriels réguliers de 11 M\$ sur ses actions privilégiées de catégorie 1, séries H, I et K, pour le troisième trimestre de 2020. Aucun dividende n'a été déclaré ni versé sur ses actions ordinaires au cours du troisième trimestre.

Dividendes déclarés au quatrième trimestre de 2020

Le 23 octobre 2020, la banque a déclaré, pour le quatrième trimestre de 2020, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation. Ces dividendes seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 31 décembre 2020 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 décembre 2020.

Puisque les dividendes sur les actions privilégiées pour le quatrième trimestre de 2020 ont été déclarés après le 30 septembre 2020, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan. En date des présentes, la banque n'avait déclaré, pour le quatrième trimestre, aucun dividende sur ses actions ordinaires.

États financiers consolidés

	Page		Page
État consolidé du résultat net	43	6 Dérivés	52
État consolidé du résultat global	44	7 Placements financiers	53
Bilan consolidé	45	8 Autres actifs	53
Tableau consolidé des flux de trésorerie	46	9 Passifs détenus à des fins de transaction	53
État consolidé des variations des capitaux propres	47	10 Titres de créance émis	53
Notes annexes		11 Autres passifs	54
1 Base d'établissement et principales méthodes comptables	48	12 Juste valeur des instruments financiers	54
2 Produits de commissions nets	49	13 Actions en justice et litiges de nature réglementaire	55
3 Rémunération et avantages du personnel	49	14 Événements postérieurs à la date de clôture	56
4 Analyse sectorielle	50		
5 Actifs détenus à des fins de transaction	51		

État consolidé du résultat net

	Notes	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
		30 sept. 2020	30 sept. 2019	30 sept. 2020	30 sept. 2019
		M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets		244	313	811	955
- produits d'intérêts		490	712	1 688	2 095
- charges d'intérêts		(246)	(399)	(877)	(1 140)
Produits de commissions nets	2	172	168	528	498
- produits de commissions		192	197	591	575
- charges de commissions		(20)	(29)	(63)	(77)
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction		29	36	102	117
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers		18	10	48	28
Autres produits d'exploitation		9	7	31	26
Total du résultat d'exploitation		472	534	1 520	1 624
Variations des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit		2	(17)	(328)	(45)
Résultat d'exploitation net		474	517	1 192	1 579
Rémunération et avantages du personnel	3	(157)	(169)	(471)	(514)
Charges générales et administratives		(133)	(117)	(395)	(389)
Amortissement des immobilisations corporelles		(18)	(18)	(55)	(53)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles		(9)	(7)	(27)	(20)
Total des charges d'exploitation		(317)	(311)	(948)	(976)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		157	206	244	603
Charge d'impôt sur le résultat		(45)	(56)	(61)	(165)
Bénéfice de la période		112	150	183	438
Bénéfice (perte) attribuable :					
- à l'actionnaire ordinaire		101	141	147	411
- au détenteur d'actions privilégiées		11	9	36	27
Bénéfice de la période		112	150	183	438
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)		548 668	498 668	532 368	498 668
Bénéfice par action ordinaire, de base et après dilution (\$)		0,18 \$	0,28 \$	0,28 \$	0,82 \$

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États financiers consolidés (non audité)

État consolidé du résultat global

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2020	30 sept. 2019	30 sept. 2020	30 sept. 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Bénéfice de la période	112	150	183	438
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui seront ultérieurement reclassés en résultat net à la réalisation de conditions précises :				
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	16	2	84	99
– profits sur la juste valeur	37	12	160	163
– profits sur la juste valeur transférés à l'état du résultat net à la cession	(18)	(10)	(48)	(28)
– pertes de crédit attendues comptabilisées dans l'état du résultat	2	–	2	–
– impôt sur le résultat	(5)	–	(30)	(36)
Couvertures de flux de trésorerie	(17)	(9)	151	54
– profits sur la juste valeur	8	(10)	316	126
– profits sur la juste valeur reclassés à l'état du résultat net	(31)	(2)	(110)	(52)
– impôt sur le résultat	6	3	(55)	(20)
Éléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat net :				
Réévaluation des régimes à prestations définies	(27)	(1)	(37)	(12)
– avant l'impôt sur le résultat	(37)	(3)	(50)	(18)
– impôt sur le résultat	10	2	13	6
Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(1)	(1)	(4)	(1)
– perte sur la juste valeur	(1)	(1)	(5)	(1)
– impôt sur le résultat	–	–	1	–
Autres éléments du résultat global pour la période, après impôt	(29)	(9)	194	140
Résultat global total pour la période	83	141	377	578
Attribuable :				
– à l'actionnaire ordinaire	72	132	341	551
– au détenteur d'actions privilégiées	11	9	36	27
Résultat global total pour la période	83	141	377	578

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Bilan consolidé

	Notes	Au	
		30 sept. 2020 M\$	31 déc. 2019 M\$
Actif			
Trésorerie et soldes détenus dans des banques centrales		17 159	54
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques		23	15
Actifs détenus à des fins de transaction	5	3 321	4 322
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		7	5
Dérivés	6	5 609	3 267
Prêts et avances à des banques		1 022	1 169
Prêts et avances à des clients		61 826	61 922
Prises en pension à des fins autres que de transaction		8 277	6 269
Placements financiers	7	20 152	23 645
Autres actifs	8	2 322	1 580
Paiements anticipés et produits à recevoir		231	241
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		3 624	3 500
Actifs d'impôt exigible		28	26
Immobilisations corporelles		320	339
Goodwill et immobilisations incorporelles		169	155
Actifs d'impôt différé		123	62
Total de l'actif		124 213	106 571
Passif et capitaux propres			
Passif			
Dépôts effectués par des banques		1 290	1 036
Comptes des clients		73 598	62 889
Mises en pension à des fins autres que de transaction		4 386	7 098
Effets en transit vers d'autres banques		224	225
Passifs détenus à des fins de transaction	9	4 009	2 296
Dérivés	6	5 783	3 431
Titres de créance émis	10	18 713	14 594
Autres passifs	11	3 866	3 384
Acceptations		3 639	3 505
Charges à payer et produits différés		502	600
Passifs au titre des prestations de retraite		309	265
Créances subordonnées		1 011	1 033
Provisions		70	41
Passifs d'impôt exigible		21	65
Total du passif		117 421	100 462
Capitaux propres			
Actions ordinaires		1 725	1 225
Actions privilégiées		1 100	1 100
Autres réserves		270	39
Résultats non distribués		3 697	3 745
Total des capitaux propres attribuable à l'actionnaire		6 792	6 109
Total du passif et des capitaux propres		124 213	106 571

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États financiers consolidés (non audité)

Tableau consolidé des flux de trésorerie

	Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2020	30 sept. 2019
	M\$	M\$
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	244	603
Ajustements pour tenir compte des éléments sans effets sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	82	73
Charges au titre des paiements fondés sur des actions	6	10
Variation des pertes de crédit attendues	328	45
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies	11	11
Variations des actifs et des passifs d'exploitation		
Variation des paiements anticipés et produits à recevoir	10	(98)
Variation du montant net des titres détenus à des fins de transaction et des dérivés	2 917	(596)
Variation des prêts et avances à des clients	(186)	(950)
Variation des prises en pension à des fins autres que de transaction	(1 855)	(1 459)
Variation des autres actifs	(978)	(2 425)
Variation des charges à payer et des produits différés	(98)	(13)
Variation des dépôts effectués par des banques	254	(74)
Variation des comptes des clients	10 709	1 585
Variation des mises en pension à des fins autres que de transaction	(2 712)	817
Variation des titres de créance émis	4 119	1 384
Variation des autres passifs	671	3 051
Impôt payé	(212)	(165)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	13 310	1 799
Achat de placements financiers	(8 232)	(9 529)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de placements financiers	11 833	8 015
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(46)	(83)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	3 555	(1 597)
Émission d'actions ordinaires	500	—
Émission d'actions privilégiées	—	250
Dividendes versés à l'actionnaire	(196)	(327)
Rachat de débentures subordonnées	(22)	—
Remboursements de capital sur les contrats de location	(39)	(32)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	243	(109)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	17 108	93
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	1 357	1 333
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	18 465	1 426
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent :		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	17 159	69
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques et effets en transit vers d'autres banques	(201)	(288)
Prêts et avances à des banques – un mois ou moins	1 022	1 097
Prises en pension auprès de banques à des fins autres que de transaction – un mois ou moins	475	523
Bons du Trésor et certificats de dépôt – trois mois ou moins	10	25
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	18 465	1 426
Intérêts :		
Intérêts payés	(923)	(1 095)
Intérêts reçus	1 704	2 014

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

État consolidé des variations des capitaux propres

	Autres réserves					
	Capital- actions ¹	Résultats non distribués	Réserve pour actifs financiers à la JVAERG	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Total des autres réserves	Total des capitaux propres
			M\$	M\$		
Au 1^{er} janv. 2020	2 325	3 745	36	3	39	6 109
Bénéfice de la période	—	183	—	—	—	183
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	(37)	80	151	231	194
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	84	—	84	84
– instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	(4)	—	(4)	(4)
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	151	151	151
– réévaluations de régimes à prestations définies	—	(37)	—	—	—	(37)
Résultat global total pour la période	—	146	80	151	231	377
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(160)	—	—	—	(160)
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(36)	—	—	—	(36)
Émission d'actions ordinaires	500	—	—	—	—	500
Actions émises aux termes du régime de rémunération et d'achat d'actions du personnel	—	2	—	—	—	2
Au 30 sept. 2020	2 825	3 697	116	154	270	6 792

	Autres réserves					
	Capital- actions ¹	Résultats non distribués	Réserve pour actifs financiers à la JVAERG	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Total des autres réserves	Total des capitaux propres
			M\$	M\$		
Au 1^{er} janv. 2019	2 075	3 619	(93)	(18)	(111)	5 583
Bénéfice de la période	—	438	—	—	—	438
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	(12)	98	54	152	140
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	99	—	99	99
– instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	(1)	—	(1)	(1)
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	54	54	54
– réévaluations de régimes à prestations définies	—	(12)	—	—	—	(12)
Résultat global total pour la période	—	426	98	54	152	578
Apport réputé	—	13	—	—	—	13
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(300)	—	—	—	(300)
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(27)	—	—	—	(27)
Émission d'actions privilégiées	250	—	—	—	—	250
Actions émises aux termes du régime de rémunération et d'achat d'actions du personnel	—	2	—	—	—	2
Au 30 sept. 2019	2 325	3 733	5	36	41	6 099

¹ Le capital-actions se compose de 1 725 M\$ en actions ordinaires et de 1 100 M\$ en actions privilégiées (1 225 M\$ en actions ordinaires et 1 100 M\$ en actions privilégiées au 30 septembre 2019).

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

1 Base d'établissement et principales méthodes comptables

La Banque HSBC Canada (la « banque », « nous », « notre », « nos ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (la « société mère », « HSBC Holdings », le « Groupe HSBC »). Dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires (les « états financiers »), le Groupe HSBC désigne la société mère et ses filiales.

a) Conformité aux Normes internationales d'information financière

Les états financiers consolidés ont été établis conformément à la norme comptable internationale (International Accounting Standard, ou « IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels audités de la banque pour l'exercice 2019. Ces derniers ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), conformément aux dispositions du paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*, qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers consolidés doivent être dressés conformément aux IFRS.

b) Changements comptables à venir

La « Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2 » a été publiée en août 2020 et elle comprend des modifications à IFRS 9, à IAS 39, à IFRS 7, à IFRS 4 et à IFRS 16. Ces modifications portent sur des questions qui peuvent avoir une incidence sur la présentation de l'information financière au cours de la réforme d'un taux d'intérêt de référence, y compris des modifications aux flux de trésorerie contractuels ou aux relations de couverture. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021 et une application anticipée est permise. La Banque évalue l'incidence de ces modifications.

Les changements comptables à venir sont décrits à la note 1 c) des états financiers consolidés annuels de 2019, lesquels figurent dans le Rapport et états financiers 2019 de la banque.

c) Présentation de l'information

Les états financiers consolidés de la banque sont présentés en dollars canadiens, qui constituent par ailleurs la monnaie fonctionnelle de la banque. L'abréviation « M\$ » désigne des millions de dollars. Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

d) Estimations et hypothèses comptables critiques

La direction est d'avis que les estimations comptables et les jugements qui portent sur les pertes de crédit attendues, l'évaluation des instruments financiers, l'impôt sur le résultat et les actifs d'impôt différé, ainsi que les obligations au titre des prestations définies constituent nos estimations comptables et jugements critiques. Aucune modification n'a été apportée au cours de la période considérée aux estimations comptables et jugements critiques appliqués en 2019, lesquels figurent aux pages 27 et 72 du *Rapport et états financiers annuels 2019*. Toutefois, comme il est expliqué à la section « Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA », à la page 25, le degré d'incertitude lié aux estimations et aux jugements nécessaires au calcul des PCA s'est accru depuis le 31 décembre 2019 à cause des répercussions économiques de la pandémie de COVID-19.

e) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers consolidés de la banque et ceux de ses filiales au 30 septembre 2020. La méthode adoptée par la banque pour consolider ses filiales est décrite à la note 2 a) de ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice 2019, qui sont présentés dans son *Rapport et états financiers annuels 2019*.

f) Principales méthodes comptables

Il n'y a eu aucun changement significatif aux principales méthodes comptables de la banque qui sont présentées à la note 2 a) à r) des états financiers consolidés annuels de 2019 du Rapport et états financiers 2019 de la banque.

2 Produits de commissions nets

Produits de commissions nets par secteur d'activité mondial

	Trimestre clos le							
	30 sept. 2020				30 sept. 2019			
	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers ¹ M\$	Total M\$	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers ¹ M\$	Total M\$
Services à l'égard des comptes	10	1	3	14	10	1	3	14
Produits de courtage	—	—	3	3	—	—	2	2
Cartes	4	—	11	15	5	—	12	17
Facilités de crédit	67	13	—	80	62	18	—	80
Fonds sous gestion	—	—	50	50	—	—	49	49
Importations/exportations	3	—	—	3	2	1	—	3
Commissions d'agence d'assurance	—	—	1	1	—	—	1	1
Autres	7	3	1	11	6	6	2	14
Services de paiement	6	2	1	9	6	2	1	9
Prise ferme	—	6	—	6	1	7	—	8
Produits de commissions	97	25	70	192	92	35	70	197
Moins les charges de commissions	(4)	(1)	(15)	(20)	(5)	(5)	(19)	(29)
Produits de commissions nets	93	24	55	172	87	30	51	168

	Période de neuf mois close le							
	30 sept. 2020				30 sept. 2019			
	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers ¹ M\$	Total M\$	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers ¹ M\$	Total M\$
Services à l'égard des comptes	30	5	12	47	31	5	11	47
Produits de courtage	—	—	10	10	—	—	6	6
Cartes	12	—	33	45	15	—	33	48
Facilités de crédit	193	42	—	235	177	50	—	227
Fonds sous gestion	—	—	144	144	—	—	143	143
Importations/exportations	7	—	—	7	8	1	—	9
Commissions d'agence d'assurance	—	—	4	4	—	—	4	4
Autres	23	10	3	36	19	13	5	37
Services de paiement	19	6	3	28	17	6	3	26
Prise ferme	1	34	—	35	2	26	—	28
Produits de commissions	285	97	209	591	269	101	205	575
Moins les charges de commissions	(11)	(7)	(45)	(63)	(13)	(9)	(55)	(77)
Produits de commissions nets	274	90	164	528	256	92	150	498

¹ Au deuxième trimestre de 2020, le Groupe HSBC a regroupé les Services bancaires de détail et gestion de patrimoine et les Services de banque privée de sorte à former l'une des plus grandes entreprises de gestion de patrimoine au monde, soit Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. En conséquence, le nom de notre secteur d'activité mondial des services bancaires de détail et gestion de patrimoine a été changé pour celui de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. Pour plus de détails, il y a lieu de se reporter à la note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

3 Rémunération et avantages du personnel

Le poste « Rémunération et avantages du personnel » englobe, comme suit, les éléments du coût périodique net des prestations liées aux régimes de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi de la banque.

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2020 M\$	30 sept. 2019 M\$	30 sept. 2020 M\$	30 sept. 2019 M\$
Régimes à prestations définies	5	5	16	16
– régimes de retraite	3	3	11	11
– régimes autres que de retraite	2	2	5	5
Régimes de retraite à cotisations définies	10	10	29	29
Total	15	15	45	45

Une réévaluation du passif net au titre des prestations définies a eu lieu conformément à la méthode comptable de la banque décrite à la page 81 du *Rapport et états financiers annuels 2019*.

4 Analyse sectorielle

Le principal décideur opérationnel de la banque est le chef de la direction, qui s'acquitte de ses obligations avec le soutien du comité de direction. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef de la direction et au comité de direction. Nos secteurs d'activité mondiaux constituent les secteurs isolables aux termes de IFRS 8, *Secteurs opérationnels*. Les trois secteurs d'activité mondiaux sont les Services aux entreprises, les Services bancaires internationaux et marchés, et Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers.

L'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges sectoriels se fait conformément aux méthodes comptables de la banque. Les produits et les charges sectoriels comprennent les transferts intersectoriels, et ces transferts sont effectués selon les conditions de concurrence normale. Les coûts partagés sont inclus dans chaque secteur en fonction des frais réellement refacturés. Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées afin de préparer les informations financières des secteurs d'activité. Les charges qui sont expressément engagées pour générer des produits sont attribuées aux secteurs d'activité qui ont réalisé les produits connexes. Les autres charges, tels les frais généraux, sont imputées au moyen de méthodes appropriées. Les produits d'intérêts nets des secteurs d'activité reflètent les charges de financement en interne et les crédits relatifs aux actifs, aux passifs et au capital des secteurs d'activité mondiaux, aux taux du marché, ce qui tient compte des modalités pertinentes.

Changements aux secteurs isolables

Au deuxième trimestre de 2020, nous avons apporté deux changements à nos secteurs isolables. Premièrement, nous avons réaffecté les activités de gestion du bilan du secteur « centre général » aux secteurs d'activité mondiaux de sorte à assurer une corrélation plus étroite entre les produits et charges et les secteurs qui génèrent de telles activités ou qui y ont recours; par conséquent le « centre général » n'est plus considéré comme un secteur d'activité. Tous les chiffres correspondants ont été retraités. Deuxièmement, afin de simplifier notre structure organisationnelle matricielle, le Groupe HSBC a regroupé les Services bancaires de détail et gestion de patrimoine et les Services de banque privée de sorte à former l'une des plus grandes entreprises de gestion de patrimoine au monde, soit Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. En conséquence, le nom de notre secteur d'activité mondial des services bancaires de détail et gestion de patrimoine a été changé pour celui de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. La Banque HSBC Canada n'avait pas de secteur d'activité distinct offrant des services de banque privée et c'est pourquoi le changement de structure n'a donné lieu à aucune modification de l'actif, du passif, des produits ou des charges qui, auparavant, étaient attribuables au secteur des Services bancaires de détail et gestion de patrimoine.

Bénéfice de la période

	Trimestre clos le									
	30 sept. 2020					30 sept. 2019				
	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Centre général ¹	Total	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Centre général ¹	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	116	27	115	(14)	244	157	31	132	(7)	313
Produits de commissions nets	93	24	55	—	172	87	30	51	—	168
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	9	14	8	(2)	29	8	18	7	3	36
Autres produits	5	7	10	5	27	4	3	8	2	17
Total du résultat d'exploitation	223	72	188	(11)	472	256	82	198	(2)	534
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation	2	9	(9)	—	2	(8)	(2)	(7)	—	(17)
Résultat d'exploitation net	225	81	179	(11)	474	248	80	191	(2)	517
– externe	252	72	154	(4)	474	272	81	164	—	517
– intersectoriel	(27)	9	25	(7)	—	(24)	(1)	27	(2)	—
Total des charges d'exploitation	(97)	(34)	(167)	(19)	(317)	(102)	(42)	(169)	2	(311)
Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	128	47	12	(30)	157	146	38	22	—	206

¹ Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

Neuf mois clos le										
30 sept. 2020						30 sept. 2019				
	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Centre général ¹	Total	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Centre général ¹	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	404	94	355	(42)	811	473	96	406	(20)	955
Produits de commissions nets	274	90	164	—	528	256	92	150	—	498
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	26	48	28	—	102	26	65	23	3	117
Autres produits	14	17	28	20	79	10	8	20	16	54
Total du résultat d'exploitation	718	249	575	(22)	1 520	765	261	599	(1)	1 624
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation	(262)	(40)	(26)	—	(328)	(20)	(11)	(14)	—	(45)
Résultat d'exploitation net	456	209	549	(22)	1 192	745	250	585	(1)	1 579
– externe	525	199	468	—	1 192	807	253	510	9	1 579
– intersectoriel	(69)	10	81	(22)	—	(62)	(3)	75	(10)	—
Total des charges d'exploitation	(295)	(116)	(494)	(43)	(948)	(308)	(124)	(524)	(20)	(976)
Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	161	93	55	(65)	244	437	126	61	(21)	603

¹ Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

Données tirées du bilan

	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Centre général ¹	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Au 30 sept. 2020					
Prêts et avances à des clients	26 496	4 087	31 243	—	61 826
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 247	1 365	12	—	3 624
Total de l'actif externe	42 109	34 662	46 978	464	124 213
Comptes des clients	24 688	9 864	39 046	—	73 598
Acceptations	2 258	1 369	12	—	3 639
Total du passif externe	34 758	32 693	49 325	645	117 421
Au 31 déc. 2019					
Prêts et avances à des clients	28 240	4 178	29 504	—	61 922
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	1 978	1 510	12	—	3 500
Total de l'actif externe	39 594	27 153	39 615	209	106 571
Comptes des clients	21 712	6 199	34 978	—	62 889
Acceptations	1 982	1 511	12	—	3 505
Total du passif externe	30 997	24 539	44 490	436	100 462

¹ Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

5 Actifs détenus à des fins de transaction

	Note	Au	
		30 sept. 2020	31 déc. 2019
		M\$	M\$
Titres de créance		3 318	4 322
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	2 680	3 496
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		439	464
– autres titres de créance		199	362
Titres de capitaux propres		3	—
À la clôture de la période		3 321	4 322
Actifs détenus à des fins de transaction			
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		1 823	2 170
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		1 498	2 152
À la clôture de la période		3 321	4 322

¹ Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

6 Dérivés

Pour une description détaillée des types de dérivés, de leur utilisation et des méthodes comptables, il y a lieu de se reporter aux notes 2 et 12 du *Rapport et états financiers annuels 2019* de la banque.

Montants notionnels des contrats et juste valeur des dérivés par type de contrat détenu

	Montants notionnels des contrats ¹		Juste valeur – Actifs				Juste valeur – Passifs			
	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total		
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$		
Contrats de change	146 681	64	1 440	—	1 440	1 429	3	1 432		
Contrats sur taux d'intérêt	461 295	18 328	3 885	280	4 165	3 886	461	4 347		
Contrats sur marchandises	398	—	4	—	4	4	—	4		
Au 30 sept. 2020	608 374	18 392	5 329	280	5 609	5 319	464	5 783		
Contrats de change	148 681	958	1 562	—	1 562	1 529	58	1 587		
Contrats sur taux d'intérêt	393 562	26 860	1 588	117	1 705	1 620	224	1 844		
Contrats sur marchandises	10	—	—	—	—	—	—	—		
Au 31 déc. 2019	542 253	27 818	3 150	117	3 267	3 149	282	3 431		

¹ Les montants notionnels des contrats des dérivés détenus à des fins de transaction et des dérivés désignés dans des relations de comptabilité de couverture indiquent la valeur nominale des transactions en cours à la date de clôture. Ils ne représentent pas des montants à risque.

Dérivés utilisés dans le cadre de relations de couverture

Instrument de couverture de la juste valeur selon le risque couvert

	Au					
	30 sept. 2020			31 déc. 2019		
	Montant notionnel	Valeur comptable		Montant notionnel	Valeur comptable	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de taux d'intérêt	11 037	42	461	14 452	72	180
Total	11 037	42	461	14 452	72	180

Instrument de couverture des flux de trésorerie selon le risque couvert

	Au					
	30 sept. 2020			31 déc. 2019		
	Montant notionnel	Valeur comptable		Montant notionnel	Valeur comptable	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de change	64	—	3	958	—	58
Risque de taux d'intérêt	7 291	238	—	12 408	44	44
Total	7 355	238	3	13 366	44	102

7 Placements financiers

Valeur comptable des placements financiers

	Note	Au	
		30 sept. 2020	31 déc. 2019
		M\$	M\$
Titres de créance		20 147	23 625
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	11 508	14 577
– obligations de gouvernements étrangers	1	2 776	3 326
– autres titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières		3 654	4 105
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		2 209	1 617
Titres de capitaux propres		5	20
À la clôture de la période		20 152	23 645
Placements financiers		20 152	23 645
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		19 841	20 083
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		311	3 562

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

8 Autres actifs

	Au	
	30 sept. 2020	31 déc. 2019
	M\$	M\$
Débiteurs et autres sommes à recevoir	393	350
Comptes de règlement	1 173	710
Garantie en trésorerie	738	510
Autres	18	10
À la clôture de la période	2 322	1 580

9 Passifs détenus à des fins de transaction

	Au	
	30 sept. 2020	31 déc. 2019
	M\$	M\$
Positions vendeur nettes dans les titres	4 009	2 296
À la clôture de la période	4 009	2 296

10 Titres de créance émis

	Au	
	30 sept. 2020	31 déc. 2019
	M\$	M\$
Obligations et billets à moyen terme	9 252	11 091
Obligations sécurisées	4 058	2 266
Instruments du marché monétaire	5 403	1 237
À la clôture de la période	18 713	14 594

Durée résiduelle

	Au	
	30 sept. 2020	31 déc. 2019
	M\$	M\$
Moins de un an	7 697	4 018
De 1 an à 5 ans	10 941	10 452
De 5 à 10 ans	75	124
À la clôture de la période	18 713	14 594

Notes annexes (non audité)

Au cours du deuxième trimestre, nous avons commencé à participer au Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (« PAPHA ») lancé par le gouvernement du Canada en réaction à la crise provoquée par la COVID-19. Suivant les dispositions du PAPHA, nous avons déterminé si la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents aux prêts a été transférée afin d'établir si les prêts hypothécaires répondaient aux critères de décomptabilisation. Comme nous demeurons exposés à la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de ces prêts hypothécaires titrisés, ils ne répondent pas aux critères de décomptabilisation. Nous continuons d'inscrire les prêts et comptabilisons le produit en trésorerie connexe en tant que financement garanti. Au 30 septembre 2020, le total du solde des prêts hypothécaires transférés s'établissait à 481 M\$, et des passifs connexes de 480 M\$ étaient comptabilisés au bilan consolidé dans les titres de créance émis.

11 Autres passifs

	Note	Au	
		30 sept. 2020	31 déc. 2019
		M\$	M\$
Prêts hypothécaires vendus avec recours		1 878	1 715
Obligations locatives		262	258
Créditeurs		233	256
Comptes de règlement		1 328	915
Garantie en trésorerie		123	211
Autres		37	18
Passif au titre des paiements fondés sur des actions		5	11
À la clôture de la période		3 866	3 384

12 Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes comptables, le cadre de contrôle et la hiérarchie utilisés pour déterminer les justes valeurs au 30 septembre 2020 sont les mêmes que ceux appliqués dans le *Rapport et états financiers annuels 2019*.

Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et selon diverses bases d'évaluation

	Techniques d'évaluation			Total M\$
	Niveau 1 : Cours du marché M\$	Niveau 2 : Données observables M\$	Niveau 3 : Données non observables importantes M\$	
Évaluations récurrentes à la juste valeur				
Au 30 sept. 2020				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction	3 189	132	—	3 321
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	7	—	7
Dérivés	—	5 608	1	5 609
Placements financiers	20 100	52	—	20 152
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction	3 894	115	—	4 009
Dérivés	—	5 782	1	5 783
Au 31 déc. 2019				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction	4 257	65	—	4 322
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	5	—	5
Dérivés	—	3 267	—	3 267
Placements financiers	23 612	33	—	23 645
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction	2 286	10	—	2 296
Dérivés	—	3 431	—	3 431

Transferts entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs

	Actifs		Passifs
	Actifs détenus à des fins de transaction	Placements financiers	Passifs détenus à des fins de transaction
	M\$	M\$	M\$
Trimestre clos le 30 sept. 2020			
Transfert du niveau 1 au niveau 2	—	—	—
Transfert du niveau 2 au niveau 1	—	—	—
Trimestre clos le 30 sept. 2019			
Transfert du niveau 1 au niveau 2	—	9	—
Transfert du niveau 2 au niveau 1	8	305	3

Des transferts d'un niveau à un autre de la hiérarchie de la juste valeur sont réputés se produire à chaque date de clôture. Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur résultent essentiellement de l'observabilité des données d'entrée et de la transparence des prix.

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

Les bases d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont décrites aux pages 107 et 108 du *Rapport et états financiers annuels 2019*.

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

	Note	Au			
		30 sept. 2020		31 déc. 2019	
		Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$	Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$
Actif					
Prêts et avances à des clients	1	61 826	62 096	61 922	61 917
Passif					
Comptes des clients		73 598	73 946	62 889	63 166
Titres de créances émis		18 713	19 139	14 594	14 722
Créances subordonnées		1 011	1 018	1 033	1 030

1 Prêts et avances à des clients propres au Canada : valeur comptable de 58 064 M\$ et juste valeur de 58 318 M\$.

Les autres instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont, de par leur nature, à court terme et leur prix est souvent révisé pour correspondre aux taux courants du marché. Par conséquent, la valeur comptable de ces instruments constitue une estimation raisonnable de la juste valeur.

13 Actions en justice et litiges de nature réglementaire

Dans le cadre normal de ses activités, il est possible que la banque soit engagée dans un certain nombre d'actions en justice ou de litiges de nature réglementaire. De l'avis de la banque, les conséquences de telles procédures, dans l'ensemble, ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière consolidée de la banque ni sur son état consolidé du résultat net.

14 Événements postérieurs à la date de clôture

Une nouvelle méthodologie est entrée en vigueur pour actualiser les contrats dérivés hors cote libellés en dollars américains au moyen du taux Secured Overnight Financing Rate (« SOFR ») plutôt qu'au moyen du taux réel des fonds fédéraux (« EFFR »). La banque a effectué ce changement le 16 octobre 2020.

Le 23 octobre 2020, la banque a déclaré, pour le quatrième trimestre de 2020, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation, dividendes qui seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 31 décembre 2020 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 décembre 2020. Puisque les dividendes sur les actions privilégiées pour le quatrième trimestre de 2020 ont été déclarés après le 30 septembre 2020, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan de la banque.

Il n'y a eu aucun autre événement important après la date de clôture qui devrait être présenté ou faire l'objet d'un ajustement dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires au 30 septembre 2020.

Le 23 octobre 2020, le conseil d'administration a approuvé ces comptes et leur publication.

Renseignements à l'intention des actionnaires

ADRESSES DES BUREAUX PRINCIPAUX

Vancouver

Banque HSBC Canada
885, West Georgia Street, bureau 300
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Tél. : 604-685-1000
Télééc. : 604-641-3098

Toronto

Banque HSBC Canada
70, York Street
Toronto (Ontario)
Canada M5J 1S9

Demandes des médias

Anglais :
604-641-1905
416-868-8282
Français :
416-868-8282

Site Web

www.hsbc.ca

Réseaux sociaux

Twitter : @HSBC_CA
Facebook : @HSBCCanada
YouTube : HSBC Canada

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour toute autre demande de renseignements, il y a lieu de s'adresser au service des relations avec les investisseurs, par écrit :

Banque HSBC Canada
Service des relations avec les investisseurs –
Service des finances
4^e étage
2910, Virtual Way
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V5M 0B2
Courriel : investor_relations@hsbc.ca

Autres ressources HSBC

Gestion globale d'actifs HSBC (Canada) Limitée

1 (888) 390-3333

Fonds d'investissement HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 830-8888
www.hsbc.ca/funds

Services de gestion privée de patrimoine HSBC (Canada) Inc.

1 (844) 756-7783

Valeurs mobilières HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 760-1180

Pour de plus amples renseignements ou pour connaître l'emplacement de la succursale bancaire de la Banque HSBC Canada la plus près de chez vous, composez le numéro sans frais 1-888-310-4722 ou visitez notre site Internet à l'adresse www.hsbc.ca

Banque HSBC Canada

885 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Téléphone: 604-685-1000
www.hsbc.ca